

Un chef détail... ou la fuite en avant de Chirac



LUTTE OUVRIÈRE

**Nucléaire :
intoxication
et
intox**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 937 - 17 mai 1986 - prix : 6 F

P. 12

-Pentecôte 86-

VIVE LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE !



SOMMAIRE

International

Page 7 :

- Paraguay : atmosphère de fin de règne.
- Tunisie : la presse bâillonnée.

En France

Page 4 :

- Grève des nettoyeurs du métro parisien.
- Claude Quin n'a plus le ticket.

Page 5 :

- Présidentielles : Marchais n'ira pas au charbon.
- Les patrons de l'intérim protestent encore !

Page 6 :

- C'est l'INSEE qui le dit : les capitalistes préfèrent les placements financiers aux investissements productifs.
- Krupp : un empire privé... d'héritier.

Page 8 :

- Hospices civils de Lyon : les travailleurs des DOM-TOM réclament leur dû.
- AFPA Metz ; FJT de Saint-Ouen.

Page 9 :

- D'une entreprise à l'autre.

Page 12 :

- Nucléaire : la manipulation de l'opinion.
- Intoxication et intox.

Loisirs et culture

Pages 10 et 11 :

- Livre : *La vie quotidienne de la Mafia de 1950 à nos jours*, de F. Calvi.
- Film : *Pirates* de Polanski.

Spécial Fête

Page I à IV :

- Le programme des 3 jours de spectacles.
- Le plan de la fête et la liste des stands.
- Cinémas, forums, expositions, débats.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction :
Michel RODINSON.
Tirage 23 000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

FÊTE LUTTE OUVRIÈRE À GRENOBLE

Amis et camarades de la région grenobloise, réservez dès maintenant votre dimanche 1^{er} juin. Ce jour-là, nous ferons la fête à Pont-de-Claix, jardin de ville "le Côteau" (bus n° 8). La fête ouvrira à 11 heures.

Spectacle musical, débats, expositions, un coin des sciences, des films, montages audio-visuels, jeux, artisanat permettront à toutes et à tous de passer un agréable dimanche. Et bien sûr, il y aura de quoi se restaurer.

Alors vivement... dimanche 1^{er} juin !

IL COURT, IL COURT LE CHIRAC...

Mardi dernier, devant un parterre de patrons venus l'entendre au forum de la revue *L'Expansion*, Chirac a donc lancé un nouvel "appel". Un autre appel précédent, "l'appel de Cochin", lui, avait mieux réussi : voici quelques années, sous Giscard, Chirac avait en effet de son lit d'hôpital appelé à se rassembler autour de lui les mécontents de droite de la politique giscardienne.

Cette fois-ci, les rôles sont renversés. Son "appel de *L'Expansion*" sonnait plutôt comme un appel à la compréhension auprès des mécontents de la droite et de la politique chiraquienne.

Il est vrai qu'il est plus confortable d'être hors du gouvernement, fût-ce avec un plâtre, pour flatter l'électorat réactionnaire, que dans un fauteuil de Premier ministre serré de près par des alliés-rivaux.

Lundi 12, l'éditorialiste du *Figaro*, Alain Peyrefitte — qui est théoriquement un "ami" politique de Chirac mais est surtout un député du groupe de presse Hersant — se faisait un malin plaisir d'affirmer que "ça patine", "on s'englué". Un article qui sonnait comme un rappel à l'ordre d'un journaliste-député aux ordres d'un patron de presse impatient de mettre la main sur une chaîne de télévision et qui constate que dans "l'audiovisuel, où tout devait changer, rien ne change". Une fois faite la commission de son employeur, Peyrefitte enfonçait le clou de la menace d'un ralliement de la presse du groupe Hersant à ceux qui veulent "tout, tout de suite" (Giscard) ou à ceux qui sont des "anti-cohabitationnistes" (Barre).

En 1981, ce qu'on avait appelé "l'état de grâce" à gauche n'avait duré que quelques mois. En 1986 "l'état de grâce" à droite n'aura, lui, pas dépassé quelques semaines avant que se fassent entendre dans la majorité ces "fausses notes"

auxquelles Peyrefitte se plaît à faire écho.

Et comme si cela ne suffisait pas, au forum de *L'Expansion*, ce sont des patrons qui ont récriminé. Alors que Chirac leur rappelait la panoplie de cadeaux qui venaient de leur être accordés (dévaluation, baisse de l'impôt sur les sociétés, liberté des changes, amnistie fiscale et douanière sur le rapatriement des capitaux exportés illégalement, exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes avec effet rétroactif au 1^{er} mai, etc.) et les suppliait de faire ne serait-ce que l'ombre du geste d'investir, de créer des emplois, ceux-ci ont fait la sourde oreille. Que Chirac — comme avant lui la gauche — les couvre de cadeaux, pour eux, c'est normal. Que Chirac — comme ses prédécesseurs de gauche — tente de justifier cette politique en parlant de relancer l'emploi, c'est son affaire. "Mais ne comptez pas sur nous pour embaucher", lui ont dit en substance les patrons. Après s'être payé la tête du ministre de l'Industrie de Chirac, Balladur, qui "aurait des états d'âme" et serait mieux à un autre poste, le "patron des patrons", Gattaz, s'est offert le luxe de narguer Chirac en lui reprochant son "impatience" en matière d'embauche !

Alors, bien sûr, ni Chirac, ni les hommes politiques de droite ou de gauche, ni le grand patronat ne se faisaient d'illusions en mars dernier : tous savaient bien que, quel qu'il soit, le gouvernement qui sortirait du scrutin ne pourrait pas mener une politique économique bien différente de celle menée par les gouvernements Fabius ou Mauroy. Tous savaient parfaitement qu'en période de crise, il est plus profitable de spéculer que d'investir dans la production et qu'il n'y aurait pas de miracle en matière d'emploi. Et c'est en toute mauvaise foi, et en parfaite connaissance de cause que Peyrefitte

retourne à Chirac sa démagogie électorale quand il écrit : "On annonçait que l'électrochoc de la confiance ferait repartir l'économie, donc l'emploi", pour constater que l'on ne voit rien venir.

Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie tout entière qui veut "tout, tout de suite".

Et Chirac a beau, comme au forum de *L'Expansion*, leur dire que ce serait socialement explosif de procéder à la hâte, il a beau s'indigner que "des responsables aussi avertis que vous puissent me dire" que cela ne va pas assez vite, ils s'en moquent. Sous la gauche, ils ont été "incités", c'est-à-dire choyés, gavés, et le gouvernement se faisait fort d'assurer la paix sociale avec l'appui des syndicats et, dans un premier temps, du PCF. Ils attendent de Chirac qu'il fasse au moins aussi bien.

Alors, Chirac peut bien crier "casse-cou" et proclamer qu'il ne sera pas "l'éléphant qui se précipite dans une boutique de porcelaine" sous-entendu sociale, le Premier ministre-éléphant a un peu trop de cornacs sur le dos. Et comme, quand ils le piquent au vif, cela marche, cela court, même, pourquoi hésiteraient-ils ? A peine sorti du forum, Chirac ne s'est-il pas précipité à l'Assemblée pour faire activer les débats, pour taper du poing sur la table et forcer les députés de droite à lui voter la confiance ? Le lendemain, le Conseil des ministres n'a-t-il pas lâché TF1 aux Hersant et autres, Matra, Hachette, Europe 1 ?

Et tout ce petit monde de la politique et du patronat de se dire que si Chirac se blesse les pieds sur la porcelaine brisée, ce n'est pas si grave : d'autres, à droite, sont prêts à prendre la place, et, à gauche, se sont fait une spécialité, justement, de raccommodeur la porcelaine...

Pierre LAFFITTE

LA PRIVATISATION DE TF1

LES DÉSIRS D'HERSANT SONT DES ORDRES

Le gouvernement a donc décidé de privatiser TF1, l'une des deux grandes chaînes de la télévision publique. Les groupes capitalistes privés qui piaffent d'impatience devant le gâteau audiovisuel entendent prendre le moins de risques possible. Pourquoi perdre de l'argent à créer de nouvelles chaînes, alors qu'il en existe de toutes prêtes, possédant des locaux, des studios, du matériel, et surtout une audience qui peut permettre de drainer immédiatement des recettes publicitaires importantes, bien plus importantes que les 50 % de revenus qu'en tiraient déjà Antenne 2 et TF1 ?

Tout cela a été acquis pour l'essentiel avec de l'argent public, provenant en grande partie de la redevance versée par les téléspectateurs. Mais c'est cela le libéralisme : maintenant que les investissements ont été faits, place au profit.

Léotard, le ministre de l'Audiovisuel, a critiqué la grève à laquelle ont appelé les syndicats de la télévision, le 21 mai prochain, en leur reprochant de prendre les téléspectateurs en otages. Mais le gouvernement, lui, s'est bien gardé de demander leur avis aux téléspectateurs dont la majorité, à en croire plusieurs sondages, seraient hostiles à cette privatisation de chaînes publiques. Et cela n'a rien d'étonnant. Parce que les groupes privés qui lorgnent sur les chaînes de télé existantes ne vont pas jouer les mécènes. Ils sont pressés de gagner de l'argent et ne vont pas s'embarasser avec la production d'émissions originales estimées trop coûteuses. Chacun là-dessus sait à quoi s'en tenir. Chirac avait commencé par proposer de privatiser FR3, la moins regardée des trois chaînes et qui risquait de soulever le moins l'opposition des téléspectateurs.

Mais FR3 qui, à cause de son implantation régionale, a le fonctionnement le plus coûteux et draine pour l'instant moins de publicité que les deux autres chaînes, n'intéressait pas les groupes privés. Et en particulier Hersant, le plus remuant d'entre eux, qui dispose d'une dizaine de députés à sa botte et ne se fait pas faute, comme l'a rapporté *l'Événement du Jeudi*, de faire rappeler au jeune Léotard que, s'il veut continuer de se voir bien traité dans les colonnes des nombreux journaux du groupe, il a tout intérêt à ne pas se montrer ingrat.

Alors il a bien fallu que le gouvernement s'exécute. Car c'est à cela que ça doit servir, un gouvernement : procurer aux groupes capitalistes des occasions de profit et de rapines.

Pierre VERNANT

Un chef défile... ou la fuite en avant de Chirac

Gouverner, ce n'est pas prévoir. Gouverner, c'est obéir. Vite. Sans rechigner. Avec zèle. Chirac vient de nous en faire la démonstration.

Du temps de la gauche au gouvernement, on connaissait déjà ça. Une manifestation de curés, de bonnes sœurs et de parents d'élèves des beaux quartiers encadrés par les petits patrons, et le gouvernement reprenait ce qu'il avait promis à l'école laïque pour le donner à l'école privée.

Avec la droite, c'est pareil, en plus simple encore. Un éditorial du *Figaro* suffit. Deux jours après, on brade une chaîne de télévision publique à qui la veut, et comme par hasard, Hersant est le premier sur les rangs...

Récapitulons l'épopée gouvernementale de la semaine : lundi, donc, *Le Figaro* passe un savon à Chirac, trouvant qu'il n'en fait pas assez à droite. Mardi, au forum de *l'Expansion*, les patrons font mousser le savon. Les "incitations" à l'embauche, sonnantes et trébuchantes, on prend, disent-ils, mais pour l'embauche, vous repasserez. Allongez les incitations, et que ça saute !

Mardi soir, Chirac s'exécute, élève la voix à l'Assemblée, dégage son article 49-3 qui met un terme à la discussion sur les projets économiques du gouvernement. Mercredi matin, Conseil des ministres : le projet de suppression de l'autorisation préalable aux licenciements qui ne devait être appliqué que l'année prochaine après concertation avec les syndicats, est accéléré. Et d'un. Mercredi soir, Léotard, ministre de la Culture, annonce la privatisation de TF1. Et de deux. Jeudi, le gouvernement baisse le taux d'intérêt des caisses d'épargne de 6 à 4,5 % : 35 milliards pris sur l'épargne populaire qui seront reconvertis en crédits moins chers aux entreprises. Et de trois...

Voilà qui s'appelle gouverner. Une véritable fuite en avant. En avant, c'est une façon de parler, évidemment. Une fuite toujours dans le même sens en tout cas, qu'il s'agisse de la gauche ou de la droite au gouvernement. Rigueur et sévérité pour les travailleurs, incitations, toujours plus d'"incitations" pour les patrons qui investissent toujours moins dans la production.

A vrai dire, les mesures que vient de prendre le gouvernement de Chirac pour satisfaire les exigences de l'opinion de droite ne sont pas en contradiction avec celles qu'avait prises Fabius avant lui. Il y a presque autant de mousse dans ces dernières mesures de droite qu'il y en avait dans les rares mesures de gauche prises par le gouvernement de gauche.

Cette fameuse suppression de l'autorisation préalable aux licenciements, par exemple, devenue le cheval de bataille de la droite, qu'est-ce qu'elle va supprimer au juste ? Cette autorisation avait été instituée par Chirac lui-

même en 1975. Elle n'a jamais consisté à dissuader les patrons de licencier. Il s'agissait seulement de vérifier qu'il s'agissait bien de licenciements "économiques", car à l'époque, pour faire mieux passer les premières grandes vagues de licenciements auprès des travailleurs, le gouvernement avait prévu une indemnisation à 90 % pour les chômeurs dits "économiques". L'autorisation préalable a consisté surtout à limiter le nombre de chômeurs indemnisés à 90 %, pas à protéger les travailleurs ! Ensuite, le chômage s'aggravant, la destinée de l'autorisation préalable a suivi celle de l'indemnisation des chômeurs économiques. Régulièrement, sous la droite d'abord, puis sous la gauche ensuite, l'indemnisation à 90 % a été révisée en baisse, pour qu'au bout du compte, les indemnisations des licenciés "économiques" soient en gros alignées sur les indemnisations des autres chômeurs. Tout naturellement, l'autorisation préalable a perdu sa fonction, ou, plus exactement, a été accordée dans la quasi-totalité des cas. Alors, supprimée ou pas, ça ne changera pas grand-chose à la situation actuelle.

Quant à la privatisation des chaînes de télévision, c'est Mitterrand lui-même qui a lancé le mouvement, en créant la première chaîne privée. Il n'y a que le premier pas qui coûte. Le téléspectateur perdra-t-il beaucoup à la privatisation de TF1, puis peut-être de FR3 ? Il n'est pas dit qu'il tienne à tout prix à choisir entre l'intox d'Etat sur les ondes et l'intox privée. Le black-out sur le nucléaire comme sur bien d'autres choses a seulement toutes les chances de rester exactement le même. Ce qui est sûr, c'est que les groupes privés acquéreurs, eux, feront tout pour y gagner. Et s'il se trouve que, malgré tout, ils n'y gagnent pas assez, ils pourront compter à nouveau sur le gouvernement, le même ou un autre, pour renationaliser tout ça !

Alors, ce que l'on constate, une fois de plus, c'est ce qu'on savait déjà : le véritable pouvoir, même pour un gouvernement de droite, n'est pas là où on nous le montre. Il se situe à l'ombre du Parlement comme à l'ombre du Conseil des ministres. Le pouvoir, ce sont quelques dizaines de plus ou moins grandes familles, de groupes financiers, qui président à l'économie et utilisent le gouvernement comme leur propre Conseil d'administration pour reprendre l'expression de Marx.

Cela illustre aussi ce que nous disons, nous, marxistes révolutionnaires. Le pouvoir social réside ailleurs que du côté des pantins qui prétendent gouverner. Et la classe ouvrière a tout à fait les moyens de faire en sorte que la fuite en avant de monsieur Chirac ne soit qu'un grand élan pour un saut dans le vide.

Arlette LAGUILLER

Rafles policières dans les quartiers immigrés de Toulouse et Marseille

Mardi, à l'aube, 200 CRS bouclaient le quartier de "l'Orée du Bois" à Toulouse, un quartier de plus de 2 000 habitants, en grande partie immigrés. A 12 h 30, même scénario à Marseille, où 200 policiers bouclaient un quartier à forte proportion immigrée du centre ville, près de la porte d'Aix, et commençait une rafle.

Sous prétexte de lutter contre la petite délinquance ou la drogue, ce sont à de véritables chasses au faciès, à des opérations d'intimidation vis-à-vis des immigrés que se sont livrés les policiers.

A Marseille par exemple, dans le quartier encerclé, la police sortait de chez eux les habitants d'une rue, noirs ou maghrébins, les étiquetait dans le dos d'une pancarte portant leurs nom et nationalité; menottes aux mains, ils devaient attendre sur le trottoir d'être embarqués sans ménagement dans les cars pour la vérification.

Tout ça pour trouver quelques grammes de drogue ou arrêter quelques personnes accusées de menus délits !

Ce même mardi 13 mai après-midi, la police perquisitionnait les locaux d'Europe 1 suite à l'inculpation d'un journaliste de cette radio qui avait diffusé des extraits d'une audition par la police de Mme Darie Boutboul, la jockey épouse de l'avocat assassiné en décembre dernier.

La deuxième intervention policière, celle dans les locaux d'Europe 1, a suscité la protestation de la plupart des journalistes, qui ont vu dans cette pratique une atteinte à leur liberté professionnelle et au secret de leurs sources d'information. Mais les rafles de Toulouse et Marseille n'ont pas provoqué de leur part la même indignation.

Et pourtant, ces rafles rappellent les bouclages et quadrillages des quartiers immigrés au temps de la guerre d'Algérie et sentent le racisme à plein nez.

LA DGSE ET LE TERRORISME

Jamais si bien servi que par soi-même

La DGSE — les services secrets français — refait parler d'elle. Apparemment, l'affaire Greenpeace ne lui a pas enlevé le goût des coups tordus.

Selon le journal madrilène *Cambio 16*, le chef syrien d'une organisation terroriste libyenne dont trois membres avaient été arrêtés en décembre dernier à Paris alors qu'ils allaient commettre un nouvel attentat contre la synagogue de la rue Copernic, était manipulé par les services secrets français. Afin de faciliter l'infiltration de ce faux terroriste dans les milieux libyens de Madrid, les services secrets français avaient organisé en fait le faux attentat de la rue Copernic et un autre, vrai celui-là, contre les locaux d'Air-France à Lisbonne. Cet attentat avait été signé Action Directe par les services secrets français. Les locaux de la compagnie avaient été entièrement détruits.

Ainsi, sous prétexte de lutte anti-terroriste, la DGSE invente des attentats d'Action Directe et met en scène des arrestations de gens recrutés pour être arrêtés.

Les services secrets font ce qu'ils veulent comme ils l'entendent. Ils ne rendent de comptes qu'à leurs chefs directs.

Si ces gens-là ne sont pas efficaces pour combattre le véritable terrorisme, ils sont par contre tout à fait à même de pratiquer l'intox de la population en organisant eux-mêmes les attentats nécessaires pour conditionner l'opinion. C'est dire que tous les discours de la police et des barbouzes sur les pistes libyennes et autres complots venus du Moyen-Orient sont *a priori* suspects.

Il ne manque d'ailleurs pas d'exemples où les services secrets d'un régime dit démocratique sont allés jusqu'à organiser des attentats mortels pour parvenir à leur but. Dans l'Italie des années 70, un certain nombre d'attentats très meurtriers attribués à l'extrême-gauche avaient été manigancés par des généraux des services secrets ayant recruté des terroristes d'extrême-droite, afin de tenter d'imposer un régime plus musclé à une opinion publique terrorisée.

Aujourd'hui, on voudrait nous faire croire que le danger vient des camps de Kadhafi. Mais ce qui se trame parfois dans les casernes françaises est loin d'être inoffensif.

Jacques FONTENOY

GRÈVE DES NETTOYEURS DU MÉTRO

Ça couvait depuis longtemps!

Ce n'est pas une découverte pour les Parisiens qui utilisent les transports en commun : les 1400 nettoyeurs du métro sont en grève depuis 8 jours à environ 90 %.

Il y a quelques mois une entreprise, la COMATEC, a racheté leurs actions aux différentes entreprises extérieures à la RATP qui se partageaient le nettoyage du métro. Mais les conditions de travail n'ont pas été améliorées pour autant, et les salaires non plus ! Par ailleurs, ce sont bel et bien des licenciements qui se profilent à l'horizon. On envisage en effet la mise en place de prototypes de machines automatiques de nettoyage, ce qui entraînerait le "dégraissage" des effectifs.

4600 F par mois pour certains, travail de nuit, pressions des chefs, salaires payés en retard : c'est dans cette ambiance que la grève a éclaté, quand un cadre de la COMATEC s'est cru autorisé à étaler son racisme imbécile auprès d'un de ces travailleurs.

Alors non, c'était trop. Et quand la CFDT, qui est très implantée parmi les nettoyeurs, a lancé un mot d'ordre de grève, elle a été immédiatement largement suivie.

Du côté de la direction de la COMATEC, pour l'instant, la seule réponse a été une tentative pour briser la grève en faisant envoyer des flics pour encadrer la centaine de nettoyeurs encore au travail.

Les nettoyeurs du métro travaillent en fait exclusivement pour la RATP mais, bien sûr, n'en ont pas le statut. Et depuis toujours la direction de la Régie les renvoie à "leurs" directions quand, à juste titre, ils revendiquent, étant donné les bas salaires et les brimades qu'ils subissent. Cela arrange la direction, oui. Mais pour nous, qui faisons juridiquement partie de la Régie, il n'y a pas deux catégories de travailleurs à la RATP !

Mercredi 14 mai, il y avait un rassemblement dans la Bourse du Travail, suivi d'une manifesta-

tion jusqu'au siège de la COMATEC. Environ 400 personnes étaient là. Il y avait de l'ambiance : "La COMATEC est raciste !", "A bas les chefs racistes !".

Quand les nettoyeurs cessent le

travail, ça se voit. Alors on en parle, on se rend compte que le travail qu'ils effectuent est important et utile, quand ils s'arrêtent. Pour eux pourtant, toute l'année, c'est des salaires de misère, des injustices, des brima-

des, et parfois des propos racistes de chefs.

Mais la coupe était pleine.

Vive la lutte des nettoyeurs du métro !

Correspondant LO

Claude Quin n'a plus le ticket

Tout allait si bien. Claude Quin, le président communiste de la RATP, venait juste d'être décoré de la Légion d'Honneur. Et puis, il y a eu quelques nuages dans cette "cohabitation" tardive d'un membre du Comité central du Parti Communiste et l'actuel ministre des Transports, membre de l'UDF, Jacques Douffiaques. Le ministre vient sèchement de demander au prési-

dent de la RATP qu'il mette sur pied un plan d'urgence face à la grève des nettoyeurs du métro. Et puis, il y a aussi eu la "lettre d'instruction" du ministre exigeant, le 24 avril, que la RATP fasse des économies d'investissement (200 millions) et de fonctionnement (80 millions).

Mais même là, l'opposition de Claude Quin ne serait pas irréductible, à en croire l'interview qu'il a donnée au *Monde* du 15 mai. S'il dit refuser qu'on touche aux emplois, il "comprend tout à fait qu'un gouvernement nouvellement installé affiche une politique nouvelle". Les économies ? Il veut bien "différer une certaine de millions, mais pas 200 millions", car cela compromettrait "l'équilibre" de la RATP, explique-t-il en substance. Mais, en gestionnaire efficace, il a une "solution" : pour assurer "un meilleur équilibre financier, (...) la part de l'usager doit être réajustée un peu en hausse". Et si cela ne suffisait pas, "nous entendons gagner encore 1 % de productivité par an. (...) Il sera possible de "gratter", ici et là, avec l'aide du personnel".

Avec un président de la RATP prêt à faire payer l'usager et à faire "gratter" le personnel, l'accord devrait donc pouvoir se faire. Sauf que, deux ans après le départ du PCF du gouvernement et deux mois après le retour de la droite aux affaires, il peut sembler quelque peu anachronique à certains, pour ne pas dire franchement scandaleux à bien des "revanchards" de droite, qu'il y ait encore un dirigeant communiste à la tête d'une entreprise publique aussi importante que la RATP (40 000 salariés). Et, à un moment où certains hommes politiques de l'actuelle majorité accusent le gouvernement de marcher dans les pas de son prédécesseur, ce gouvernement ne serait sans doute pas mécontent de pouvoir satisfaire l'électorat réactionnaire à bon compte sur le dos du président "communiste" de la RATP.

Et ceci, quels qu'aient pu être les gages donnés par Claude Quin de son sens de l'intérêt public, du moins tel que l'entendent les hommes politiques bourgeois. Car, depuis son entrée en fonctions Claude Quin a su faire preuve de "responsabilité". Ainsi toujours dans la même interview du *Monde*, il se vante que "la-

productivité de la RATP est aujourd'hui plus élevée qu'en 1980" ou, pour parler plus crûment, que les travailleurs de la régie sont plus exploités qu'avant. Les TUC ? La RATP a été l'une des premières à embaucher au rabais des jeunes (ce qui n'empêchait pas le PCF de dénoncer cela, à juste titre, mais ailleurs qu'à la RATP). De plus, si les casques noir et jaune des tucards fleurissent sur les quais du métro, cela n'a rien coûté à la Régie, explique Claude Quin au *Monde* : les TUC "s'autofinancent largement par le renforcement de la lutte contre la fraude".

Si la "productivité" s'est élevée, comme dit Quin, c'est parce qu'il a poussé à la flexibilité des horaires, des postes, des conditions de travail, le président de la RATP n'hésitant pas à venir, en personne, défendre cette politique devant des assemblées de syndiqués. Il faut reconnaître que la CGT (principal syndicat à la RATP) ne l'a guère gêné. Il y a quelques semaines, alors que des travailleurs de Balard étaient sanctionnés (car la discipline s'est resserré avec Claude Quin), la CGT a appelé les employés de la Régie à manifester contre... la direction générale (comme si le président n'en faisait pas partie!).

Ces jours-ci, alors que la police est intervenue contre les balayeurs du métro en grève, le quotidien patronal *Les Echos* a pu parler à ce propos des "méthodes musclées auxquelles le président communiste de la RATP a donné son aval". Mais tout cela n'a pas suffi et le gouvernement a quand même reproché à Claude Quin sa "mollesse" dans cette affaire.

Le gouvernement de droite remerciera-t-il Claude Quin à cette occasion, après lui avoir remis une décoration en guise de consolation pour services rendus ? Il semble bien que Claude Quin s'y attende. La CGT aussi, qui vient - ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps - de mettre en avant les conditions de travail et les restrictions budgétaires pour appeler à un mouvement de grève sur tout le réseau (métro, bus, RER), le 15 mai.

Pierre LAFFITTE

EN BREF

ENTERREMENT DE DEFFERRE

Tiens, voilà du boudin!

C'est la musique de la Légion Etrangère qui ouvrait le cortège funèbre de Gaston Defferre, entre la mairie et la cathédrale de Marseille. Et les journalistes ont rappelé que, si Defferre affectionnait particulièrement la Légion, c'est parce que sa femme y avait servi comme auxiliaire pendant la Guerre mondiale. Personne n'a émis l'hypothèse que c'était par sincère attachement à l'Empire colonial fran-

çais, dont la Légion était avant tout la gardienne. On a même dit que Defferre avait préparé la "décolonisation" de l'Afrique par une loi-cadre de 1956, et qu'il n'était pas "Algérie Française" comme la majorité des socialistes de l'époque. C'est pourtant le poste de ministre à la France d'Outre-Mer qu'il a occupé dans le gouvernement Blum de 1946 et dans le gouvernement Guy Mollet de 1956-57. Et il était suffi-

samment colonialiste pour demeurer dans ce gouvernement de l'intervention à Suez et de la bataille d'Alger.

Vincent GELAS

35 milliards piqués aux livrets A

Le taux d'intérêt des livrets A des Caisses d'épargne est aujourd'hui de 6 %. Pendant plus de 15 ans, avec la forte inflation, l'épargne populaire perdait beaucoup d'argent. Cela fait seulement deux ans que les familles populaires qui confient leurs économies aux Caisses d'épargne n'en perdent pas. Et il y aurait beaucoup à rattraper. Mais le gouvernement a décidé d'abaisser le taux d'intérêt à 4,5 %. Cela fera, paraît-il, des dizaines de milliards volés aux ménages populaires. Cela permettra de baisser d'autant le crédit aux entreprises (qui ne s'en servent pas pour créer des emplois). On prend donc encore dans la poche des gens modestes, pour remplir celles de ceux qui ont déjà les poches pleines...

Le SMIC bloqué

Cela fait 11 mois que le SMIC (le salaire minimum) est bloqué à 26,04 F l'heure. Pour les onze mois écoulés, la hausse des prix, elle, aura augmenté de 2 %. Le pouvoir d'achat des smi-

cards a donc diminué de 2 % au moins. Le gouvernement et les patrons en profitent en remarquant qu'il n'y a jamais eu moins de grèves. Qu'ils se méfient. Trop, c'est trop...

Le joli mois de mai

A propos du projet gouvernemental de suppression de l'autorisation administrative de licenciement, André Bergeron, du syndicat Force Ouvrière, a déclaré au "Grand Jury" à RTL : "Tout cela nous rappelle 1968 et finira mal".

Finira mal ? Ça dépend pour

qui. 1968, c'était 10 millions de travailleurs en grève, et le gouvernement et tous les patrons dans leurs petits souliers. Un nouveau Mai 68 ? Ceux qui se remplissent le poches pendant que le chômage continue ne l'auraient pas volé.

Le PCF et les présidentielles

MARCHAIS N'IRA PLUS AU CHARBON

Georges Marchais ne sera donc pas le prochain candidat du Parti Communiste Français aux présidentielles. Celles-ci sont en principe fixées au printemps 1988, mais pourraient bien être avancées, et c'est ce qui amène le PCF lui aussi à se préparer à cette échéance.

Georges Marchais a "porté le chapeau" de la dégringolade électorale de son parti, dont le score est passé en quelques années de plus de 20 % à moins de 10 %. Après le dernier scrutin, parmi les électeurs du PCF et les militants, inquiets et mécontents de cette baisse, il s'en était trouvé bon nombre pour accuser Marchais d'en être responsable. Et pas seulement parmi ceux qui se reconnaissent comme partisans des "réformateurs".

Rien ne permet de dire que Georges Marchais se

retire pour leur donner satisfaction. Mais il est manifeste que c'est cependant sous leur pression ou en tout cas pour éviter qu'ils entraînent trop de monde derrière leurs rangs. Mais si demain c'est un autre qui assume à sa place une continuation du recul électoral, Georges Marchais pourrait ne pas s'en porter plus mal.

Tout le problème pour les dirigeants du Parti Communiste Français est que les élections présidentielles avec un vote à deux tours, et une polarisation sur un candidat unique au second, risque de maintenir encore le phénomène du "vote utile", dont le PCF a fait les frais avec sa politique "d'Union de la gauche". A force de valoriser la victoire de la gauche et de mettre entre parenthèses les critiques du Parti Communiste à l'égard du Parti Socialiste, la moitié des

électeurs du PCF ont fini par voter directement pour le parti de Mitterrand. Et même après que le parti de Marchais a quitté le gouvernement, il n'a pas suffi, au contraire peut-être, qu'il critique systématiquement la politique qu'il avait encensée aussi systématiquement pendant trois ans, pour récupérer son électorat. La preuve en a été donnée le 16 mars 1986.

Mais pour les présidentielles à venir, le choix qui se présentera au Parti Communiste, s'il présente un candidat au premier tour — ce qui est quand même le plus probable — sera soit d'appeler à l'abstention au second tour, soit reporter ses voix sur le candidat du Parti Socialiste. Et dans ces conditions il ne sera pas facile de contrecarrer le phénomène du "vote utile".

Alors la direction du

PCF cherche comment maintenir la cohésion de son organisation, comment enrayer la perte de ses militants et de ses sympathisants en attendant d'enrayer celle de ses électeurs. Et maintenant que le parti s'est affaibli à cause de sa politique électorale et sa participation gouvernementale, la direction ne jure plus que par la "lutte de classes", ne parle plus que de renforcement dans les entreprises et à la base, et ne se cite plus autrement qu'en se déclarant le "parti révolutionnaire" dont le but est de diriger les luttes. C'est d'ailleurs un langage que le Parti Communiste a déjà employé dans le passé justement dans les périodes où il était en perte de vitesse et que cela lui permettait de resserrer les rangs de ses militants les plus dévoués, voire de gagner des jeunes, à défaut de pouvoir rassembler un large électorat. Mais ce langage est d'autant moins efficace que le PCF ne le tient que dans des périodes de démolition de la classe ouvrière, où il a peu de risque d'être suivi.

Car on peut par contre être certain que, si des luttes

importantes de la classe ouvrière voyaient le jour, le Parti Communiste, pas plus demain qu'hier, ne les mènerait de façon "révolutionnaire" et ne ferait en sorte que la classe ouvrière se renforce sur son propre terrain. Car tel n'est pas le but du Parti Communiste Français. Sa préoccupation est avant tout de conserver une force organisationnelle pour être en mesure de pouvoir jouer à nouveau un rôle de gestionnaire dans le cadre des institutions parlementaires bourgeoises, lorsque des circonstances pourront favoriser sa remontée électorale.

Que ce soit Georges Marchais ou n'importe quel autre dirigeant qui soit le porte-parole du PCF aux élections, la perspective reste toujours la même. Le PCF se veut toujours un "parti de gouvernement", même si pour le moment et sans doute pour encore longtemps il n'y a plus de gouvernement qui veuille de lui.

Louis GUILBERT

Les patrons de l'intérim protestent auprès du gouvernement... mais qu'ont-ils encore à réclamer?

Les patrons de l'intérim ne sont pas contents. Ils n'auraient pas obtenu suffisamment de Philippe Seguin, le ministre des Affaires sociales et de l'Emploi. Il a bien prévu une ordonnance sur le travail temporaire et le contrat à durée déterminée, mais il ne s'y trouverait pas tous les assouplissements prévus par la plate-forme RPR-UDF. Les syndicats des patrons de l'intérim protestent : "A quoi sert une ordonnance, si c'est une coquille vide? Qu'y a-t-il à négocier, quand il n'y a plus rien à faire?". Ils vont même jusqu'à regretter le temps de la gauche au pouvoir qui, elle, au moins, avait pris la peine de les consulter, pas Monsieur Seguin.

En fait le gouvernement de gauche avait déjà beaucoup donné dans ce domaine.

Pas plus tard encore qu'en juillet 1985, le gouvernement Fabius avait assoupli les réglementations en autorisant le recours aux contrats à durée déterminée et au travail temporaire pour le cas où survient dans l'entreprise une commande exceptionnelle dont l'importance nécessite des moyens supplémentaires pendant plus de six mois, et égale-

ment lorsqu'il s'agit du remplacement d'un salarié embauché "en fixe" dont le départ précède à une restructuration devant aboutir à des suppressions d'emplois dans les 24 mois. Autrement dit on autorise à avoir recours au travail temporaire dès qu'on a une nouvelle commande et dès qu'on a prévu de licencier dans les deux ans!

Que demandait de plus le "peuple de droite"? Pas étonnant que le gouvernement Chirac ait du mal aujourd'hui à faire plus.

Les patrons veulent de moins en moins embaucher en fixe. Ils ont recours soit à l'intérim, soit au contrat à durée déterminée, soit... à des moyens illégaux. Les exemples de pratiques "illégal" sont nombreux. Aux "Blanchisseries de Grenelle" (banlieue sud de Paris), les mêmes travailleurs temporaires sont embauchés tous les mois, voire toutes les semaines. Au SERNAM (messageries), ce sont très souvent les mêmes intérimaires auxquels la direction fait appel pendant des années, ils sont embauchés de semaine en semaine, renvoyés une semaine, puis réembauchés et ainsi de suite.

En fait les patrons n'ont pas attendu qu'il y ait de nouvelles lois sur le travail temporaire pour embaucher et licencier quand ça les arrange. Car avec le chômage, les patrons ont des tas de moyens de faire pression sur les travailleurs. Pendant les années de la croissance économique les patrons ont accepté d'enrichir la législation par des réglementations censées les empêcher de licencier comme ils le voulaient. Mais au moment où cette législation aurait dû servir, aurait été censée "protéger" les travailleurs, on a pu voir qu'elle n'était en rien un barrage. Elle a été incapable d'empêcher les centaines de milliers de licenciements. Ce que les syndicats nous avaient présenté comme des victoires obtenues autour du tapis vert, n'était en réalité qu'une illusion : car la seule protection contre les licenciements n'est finalement pas une affaire de loi mais de rapport de forces. Tant que les patrons ne craignent pas la réaction des travailleurs, ils ne font que ce qui les arrange économiquement, et leur seule loi, c'est celle du profit.

Aline RETESSE

Discussion avec un militant du Parti Communiste

Discussion d'un militant de Lutte Ouvrière avec un militant du Parti Communiste, qui se sent tout à fait dans la ligne politique de la direction de son parti, et qui a peu de sympathie pour les rénovateurs :

"Nous allons lancer une vaste campagne d'information dans la population pour expliquer notre politique" dit-il, "expliquer comment sortir de cette crise et les solutions proposées par le PCF."

Au niveau des boîtes on va revitaliser les cellules d'entreprises en faisant faire des stages aux militants PC et CGT pour qu'ils puissent discuter d'égal à égal avec le patron sur la gestion de la boîte; il faudra voir si le patron s'équipe français, si le taux des prêts qu'il demande ne sont pas excessifs..."

Discuter "d'égal à égal" avec le patron, peut-être le jour où les ouvriers occuperont les usines et où on verra les patrons ramper de peur de tout perdre, peut-être. Mais pas avant. A moins qu'il ne

s'agisse seulement de souffler au patron quelques tuyaux pour qu'il obtienne des crédits moins chers (si tant est que le patron soit suffisamment idiot pour ne pas connaître déjà toutes les combines qu'on pourrait lui offrir).

Décidément le langage "combatif" que prend aujourd'hui la direction du PCF n'est pas entendu de la même façon par un jeune JC qui entend Marchais lui dire qu'il rentre au "parti de la révolution" et par un militant qui a des années de pratique réformatrice derrière lui et pour qui la "révolution" est à faire seulement dans le Comité d'entreprise en se montrant plus compétent que le patron lui-même dans la rentabilisation de l'entreprise.

Mais heureusement que, dans le cadre des remous qui agitent aujourd'hui le PCF, il y a parmi ceux qui désapprouvent les rénovateurs des militants qui pensent autrement que ce militant-là. Heureusement que dans le PCF il y a aussi des ouvriers qui sont de véritables militants communistes.

C'est l'INSEE qui le dit :

Les capitalistes préfèrent les placements financiers aux investissements productifs

Les bénéfices des grandes entreprises ont fortement augmenté depuis deux ans. Et 1985 a encore été meilleur que 1984.

"Entreprises : l'envolée des bénéfices" titrait un article de L'Express du 25 avril, qui citait Leroy-Somer, Moët-Hennessy,

Chargeurs SA, La Lyonnaise des Eaux, où "les bénéfices annoncés sont en hausse de 30, 40, voire 90 % !". Même constatation dans Le Figaro du 12 mai qui, sous le titre "Le retour des bénéfices", relève parmi les gagnants L'Oréal, BSN, Michelin, Thomson-CSF et l'ensemble de la construction électrique : SAT, TRT, Merlin-Gerin, Crouzet, SAGEM, Télémécanique et Iritertechnique.

Les grandes entreprises donc accumulent les profits. Mais elles ne développent pas pour autant leurs investissements productifs. L'INSEE vient de publier à ce sujet une étude que le journal Les Echos résume en ces termes : "La France n'est pas en bon état et la production future, appréciée par le niveau d'investissement, ne laisse guère augurer un rétablissement". C'est que "les entreprises continuent de marquer leur préférence pour le désendettement et les placements financiers".

Autrement dit, le blocage des salaires et les vagues de licenciements opérées notamment dans les grandes entreprises sous le gouvernement de gauche ont bien permis aux propriétaires des entreprises, aux bourgeois, de s'enrichir, mais il ne faut pas s'attendre à ce que cet argent réapparaisse sous la forme d'un mouvement de modernisation des entreprises.

Et cela va continuer. La baisse du prix du pétrole combinée avec celle du dollar va, toujours selon l'INSEE, profiter d'abord aux entreprises. Toujours d'après Les Echos, "les entreprises encaisseront deux fois plus que les ménages. Mais cet avantage au profit des firmes sera stérilisé à cause de leur politique de désendettement et de placements financiers". Et il en ira de même avec les bénéfices de la dévaluation et ceux de la libération des prix.

D'après les prévisions, les investissements dans le secteur privé augmenteront de 5 % seulement cette année, contre 9 % l'an dernier; des pourcentages très faibles, compte tenu du bas niveau des achats de nouvelles machines et installations les années précédentes.

Les capitalistes français préfèrent donc renoncer à développer de nouvelles productions industrielles, terrain sur lequel il leur faudrait affronter la concurrence de leurs rivaux des autres pays industriels. Le placement de leur magot sur les marchés financiers leur rapporte sans risque et sans effort. Et quand ils développent leurs affaires, c'est en rachetant des entreprises dans des secteurs financiers ou dans le commerce, où ils peuvent espérer des rentes de situation, il y a peu d'argent prêt à s'investir dans l'industrie, mais beaucoup de candidats se pressent pour acheter des réseaux de télévision. Les Chargeurs Réunis ont mis la main sur la 6^e chaîne; Hachette-Europe 1 a été racheté par Matra, qui dans le même temps ferme des filiales industrielles. D'autres visent le commerce comme le groupe Five-Lille, troisième producteur français d'équipements industriels, qui a racheté la société NASA, un réseau de vente de matériel de télé-hifi.

Il faut améliorer la situation financière des entreprises pour moderniser l'industrie et créer des emplois, prétendaient d'une seule voix les ministres socialistes; et ceux de droite disent la même chose. Mais quand les bénéfices sont là, les industriels trouvent plus rentable d'aller placer leur argent en dehors de la production.

KRUPP

Un empire privé... d'héritier

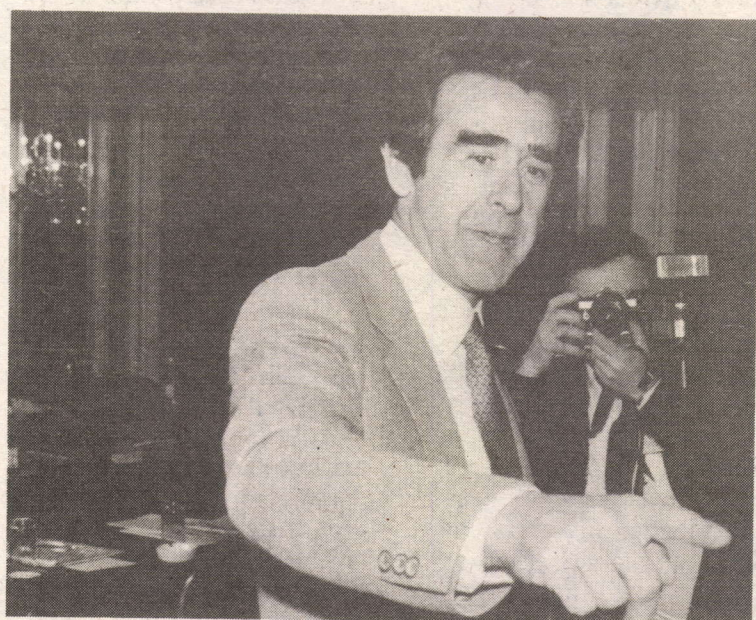
Le dernier descendant de l'illustre famille Krupp vient de mourir. Moyennant une rente de deux millions de marks par mois, il avait abandonné en 1967 toute prétention sur les usines familiales, à l'âge de vingt-neuf ans. Le dernier rejeton de cette famille de marchands de canons, qui symbolisa la puissance du capitalisme allemand, a terminé sa vie en riche oisif, en compagnie de fils de famille de son espèce.

Fondée en 1812, l'entreprise Krupp devint rapidement le prototype des capitalistes fauteurs de guerre. Chaque conflit, celui de 1870, la boucherie de 14-18 et vingt ans plus tard la deuxième grande tuerie mondiale, virent Krupp au premier rang. Dans l'interval, le trust, pour lequel plus de 50 000 ouvriers trimaient déjà dans la ville d'Essen, en 1902, poussait à l'augmentation des budgets militaires et à la préparation du conflit suivant.

Les commandes allemandes ne suffisaient pas à l'appétit insatiable de Krupp. Durant la guerre de 1914-1918, Krupp vendit même des armes au camp adverse. Rallié à Hitler à la veille de son arrivée au pouvoir, Alfred Krupp fit après 1948 quelques années de prison pour crimes de guerre. Ses usines, condamnées au démantèlement, reprirent rapidement du service. Au lieu de produire des canons, Krupp se mit à fabriquer des centrales nucléaires et à construire des usines clés en main. En 1963 l'entreprise redevint pour quelques années le premier groupe industriel européen.

Pas plus que les crimes de ses devanciers, la fin peu présente du dernier de la lignée ne figurera dans le musée à la gloire de Krupp ouvert au public sur les hauteurs d'Essen. Mais les visiteurs peuvent y voir aussi des photos d'ateliers gigantesques montrant les visages de ces ouvriers allemands du début du siècle qui, en 1918-1919, furent à deux doigts de jeter bas ce monde de fous lors des combats insurrectionnels de la Ruhr. Krupp n'avait pas seulement produit des canons et des obus pour broyer des hommes, mais avait aussi concentré dans ses ateliers une immense force humaine capable de mettre fin au régime des marchands de mort du capitalisme pourrissant.

Claire LECOMBE



Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra.

VALÉO

"Recherche investisseur français désespérément"

Le gouvernement de droite parle beaucoup de la privatisation des entreprises nationalisées. Mais si les placements financiers leur paraissent alléchants, les capitalistes français ne se précipitent guère dès qu'il s'agit d'investissements dans la production.

L'affaire Valéo, le numéro un de l'équipement automobile français (28 000 salariés), l'illustre bien. Le 14 mars dernier, c'est un magnat industriel italien, Carlo de Benedetti, qui lance une offre publique d'achat sur la société française. Il possède déjà 19 % des actions Valéo et aurait porté ainsi sa part à 35 %. Le PDG actuel de Valéo, Boisson, inquiet pour sa place, part chercher du secours auprès du gouvernement. Le ministre des Finances, Balladur, a recours alors à un stratagème pour bloquer l'offre publique d'achat de l'industriel italien. Il invoque le fait que Valéo travaillerait pour la défense nationale. Effectivement, Valéo fabrique des boîtes de vitesse pour les chars de l'armée française; mais cela ne constitue que 1 % de l'activité du groupe. Cette raison invoquée tardivement n'est évidemment qu'un prétexte.

Mais, preuve qu'en France les investisseurs prêts à prendre des risques industriels ne sont pas légion, Boisson a finalement dû

chercher d'autres preneurs... au-delà des frontières. Il s'est adressé au groupe allemand Bosch, déjà actionnaire à 5 % de Valéo, et au groupe américain Borg Warner, sans beaucoup plus de succès, semble-t-il.

Le gouvernement a eu beau s'opposer à cette incursion du capital étranger comme il dit, cela n'a pas fait venir les capitaux français là où ils ne veulent pas aller.

Aline RETESSE

Boom sur les "certificats d'investissement"

L'argent va à l'argent

Si le rachat des grandes entreprises industrielles que le gouvernement compte dénationaliser n'a pas l'air de susciter beaucoup de vocations, il n'en va pas de même en ce qui concerne les compagnies d'assurances, premières sur la liste des dénationalisations, et les banques.

Ainsi la BNP, qui le 28 avril a émis pour 5,33 milliards de "certificats d'investissements", soit 20 % de son capital n'est pas parvenue à faire face à la demande. Ces certificats sont en fait des actions qui ne disent pas leur nom, la différence étant seulement qu'ils ne donnent pas le droit de vote dans les assemblées

d'actionnaires. Mais une simple loi suffirait pour changer cela. Alors cette restriction n'a guère ému les spéculateurs : les 8 millions de certificats initialement prévus ont été vendus en 7 jours, les clients en ayant en fait réclamé 100 millions. Soient 48,5 milliards de francs qui étaient prêts à se placer dans cette opération. Et les certificats en question, émis au cours de 485 F par la BNP, sont déjà revendus à Londres entre 570 et 600 F.

Les banques, ça spéculent. Alors, spéculer sur les banques, ça rapporte. Logique!

Gérard LEGAL

Pierre VERNANT

PRESLES
(Val d'Oise)
17 - 18 - 19
mai

VIVE LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

PROGRAMME

3 jours de spectacles permanents

Bienvenue à vous tous qui venez passer avec nous quelques heures ou quelques jours dans le cadre champêtre de Presles, à la Fête de Lutte Ouvrière.

La Fête de Lutte Ouvrière, c'est bien sûr un parc agréable où, au fil des allées boisées et des pelouses, vous passerez des moments de détente à découvrir des centaines de stands de jeux, d'artisanat ou de restauration, à écouter ici un chanteur ou un groupe de jazz, là une troupe de théâtre. Vous pourrez aussi y danser, voir ou revoir de nombreux films, assister à des forums sur des sujets multiples ou encore parcourir de nombreuses expositions.

Mais la Fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi l'occasion pour des milliers de travailleurs révolutionnaires, leur famille, leurs amis, leurs camarades de travail, de se retrouver tout en faisant mieux connaître les idées révolutionnaires pendant trois jours. Car la Fête de Lutte Ouvrière est d'abord un grand rassemblement de militants et de sympathisants des idées révolutionnaires prolétariennes de toutes origines, de ce pays ou au-delà des frontières. Un rassemblement bien à l'image, donc, de ce monde que nous voulons bâtir et qui ne sera plus, comme aujourd'hui, hérissé de frontières qui ne servent qu'à diviser les peuples, qu'à tenter de les enfermer derrière ces remparts d'un autre âge à l'abri desquels chaque bourgeoisie livre une guerre économique sans merci, et parfois une guerre tout court, à ses concurrentes.

Le monde que nous voulons sera sans nationalisme, sans racisme et sans guerre parce qu'il sera sans crise, sans chômage et sans exploitation.

Mais pour y parvenir, on ne peut évidemment pas compter sur un simple bulletin de vote. Hier au gouvernement, aujourd'hui rejetées mais demain prêtes à y revenir, les vieilles organisations réformistes se sont une nouvelle fois déconsidérées. Pour gérer les affaires de la bourgeoisie, le PC et le PS n'ont pas hésité à renier ouvertement les idées qu'ils proclamaient la veille encore. Cela, de nombreux travailleurs ont pu s'en rendre compte ces dernières années.

Certains, qui croyaient que les dirigeants réformistes du PC et du PS changeraient la vie comme ils l'avaient promis, en ont été écœurés.

Eh bien, face à ces dirigeants politiques ou syndicaux réformistes faillis, notre Fête sera aussi une occasion d'affirmer bien haut que la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot, que les idées révolutionnaires socialistes et communistes existent encore au sein de la classe ouvrière et que, finalement, ce n'est que de ce côté-là que se prépareront les succès de demain.

Samedi 17 mai

GRAND PODIUM

- 14 h : LES EPONGES MUSICALES DE PARIS, fanfare
- 15 h : Roger DAMATO, rock variétés
- 17 h : GOOD NEWS country blue grass
- 18 h 15 : SON CARIBE, musique sud-américaine
- 19 h 30 : Michel BUHLER, chansons
- 21 h : David KOVEN, chansons.

THÉÂTRE

- 14 h : Théâtre P.O.I.L., sketches
- 15 h : Christian MILLERET, chansons
- 16 h 15 : LA TROUPE DE L'ŒIL joue "La démanaison", comédie d'Alain Spiro
- 17 h : Celal AKKUS, chanteur kurde
- 17 h 45 : COMMEDIA DELL'ARTE par IL GRUPPO TEATRO LABORATORIO DI VERONA
- 20 h : Xavier LACOUTURE, humour
- 21 h 30 : FABULATORI DUE de Dario Fo par la troupe Clin d'Œil

ANIMATION

THÉÂTRE À BÂTIR (trapèze).
La Fanfare : "LES ÉPONGES MUSICALES DE PARIS".
LES RÉMOULEURS DE COMPLAINTES ET LEUR ORGUE DE BARBARIE.
IZURAN, musique berbère.
A la Guinguette, JEAN-CLAUDE GOMBULT ET SON ORCHESTRE.

Dimanche 18 mai

GRAND PODIUM

- 13 h : EFFIGIE, rock
- 14 h : EMMANUEL ANDERTAL, chanson française
- 15 h : **ALLOCUTION D'ARLETTE LAGUILLER**
suivie du récital de **BRENDA WOOTTON, blues**
- 17 h : MONGO JERRY, blues rock
- 18 h : HIZAR, chants berbères
- 20 h : **PIERRE PERRET**
- 22 h : FUNNY BONGO, musique africaine.

THÉÂTRE

- 13 h 30 : MARC ROGER, conteur
- 15 h 30 : LES CHIPICOU-LES jouent "Lysis-trata" d'après Aristophane
- 17 h 30 : GOLVANIG, rock-folk breton
- 18 h 30 : GROUPE DE DANSE D'ANATOLIE
- 20 h : SOULA, musique berbère
- 21 h : SAADI BAHRI joue "Le journal d'un fou" de Gogol

ANIMATION

Rolando et Rigo, musique sud-américaine
Les Remouleurs de Complaintes
Izuran
Commedia dell'arte
Le mime Duval
A la Guinguette, Jean-Claude Gombault et son orchestre.

DANS LA NUIT DE DIMANCHE À LUNDI, GRAND BAL-DISCOTHÈQUE

Lundi 19 mai

GRAND PODIUM

- 13 h 45 : GRANIT, rock
- 14 h 15 : LA BRISQUANTE, ballet antillais
- 15 h : **ALLOCUTION D'ARLETTE LAGUILLER**
suivie du récital de **CLASSÉES X, chansons et humour**
- 17 h : **RACHID BAHRI, chansons**
- 18 h 30 : **SAPHO, rock**

THÉÂTRE

- 12 h : CAISSE A CLOUS, chansons rock
- 13 h : MICHELE, conteuse
- 13 h 30 : ELISABETH ET ROLAND, chansons satiriques et antimilitaristes
- 15 h 30 : JOSEFINA, chanteuse de tango argentin
- 16 h 45 : NUANCE, jazz-rock
- 17 h 45 : MIDWAY, rock

ANIMATION

Commedia dell'arte
Izuran
Les Remouleurs de Complaintes
A la Guinguette, Jean-Claude Gombault et son orchestre.

ULM (ultra léger motorisé) sur la pelouse de la fête

Des forums-débats près de l'ULM avec les responsables du Club Beaumontois sur le thème :
"La découverte de l'ULM"
Samedi 14 h - dimanche 12 h et 17 h - lundi 12 h.

Des forums-débats près de l'ULM avec les responsables du Club Beaumontois sur le thème :
"La découverte de l'ULM"
Samedi 14 h - dimanche 12 h et 17 h - lundi 12 h.

- 1 — Ballons de la Fête
- 2 — Le Pingouin Gourmand (LO Cramif Paris 19°)
- 3 — LO Lorraine
- 4 — Exposition Sécurité sociale (LO Sécurité sociale)
- 5 — En passant par la Lorraine
- 6 — Casse-tête
- 8 — Orient-thé-vous (LO Alcatel - Thomson Colombes)
- 9 — Au verre fleuri
- 10 — Moules
- 11 — Flamme Kueche (LO General Motors)
- 12 — Baby foot (LO Peugeot Cycles)
- 13 — Brochettes Chausson (LO Chausson Gennevilliers)
- 14 — Oasis (LO Strafor)
- 15 — Le serpent à Klaxon
- 16 — Bas les masques (LO CGCT)
- 17 — Tir Larigot
- 18 — Renseignements
- 19 — Guillaume Tell
- 20 — Le Castelet
- 21 — Chorba - Thé à la menthe (LO Citroën)
- 22 — Artisanat (LO Thomson Gennevilliers)
- 23 — Kiosque à rires
- 24 — LO Dijon
- 25 — Breakfast (Forum du Livre)
- 26 — LO Alsace - Franche-Comté
- 27 — L'électron rouge (LO Thomson Gennevilliers)
- 28 — Ligue Communiste Révolutionnaire
- 29 — Tapas
- 30 — Churros et marmite espagnole (LO Thomson CSF Vélizy)
- 31 — Fondue jurassienne
- 32 — Dites-le avec une brochette (LO Renault Billancourt)
- 33 — Salades de tous les pays (LO Crédit Lyonnais)
- 34 — Escargots
- 35 — La crème des fraises (LO Chèques Postaux Bourseul - Paris 15°)
- 36 — Milk Shake - Jus de fruits (LO Le Mans)
- 37 — Croquantines (LO Caisse Vieillesse Paris)
- 38 — Crêpes canadiennes
- 39 — Chèvrement bon
- 40 — Payez-vous les meilleurs avocats (LO PTT Paris 17°)
- 41 — Les mots fléchés (PTT Paris 17°)
- 42 — L'enfer est pavé de bonnes citations
- 43 — Au chèque en bois (LO Banque de France)
- 44 — Tartes au citron
- 45 — Salade cambodgienne (LO CEPEN Orléans)

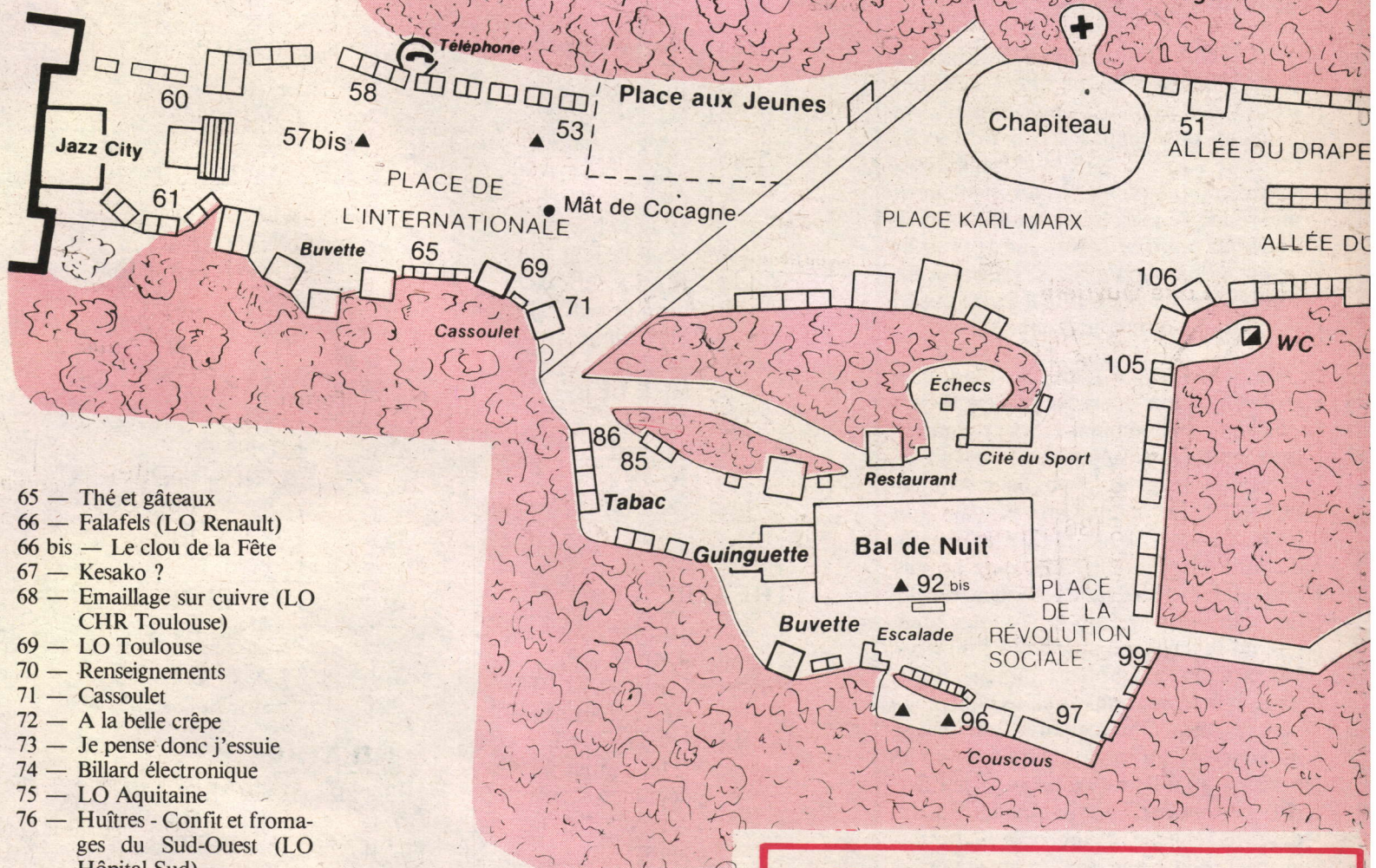
• A propos du camping

Le camping est interdit dans la région de Presles. Il n'y a pas non plus de camping aménagé à proximité.

Nous pouvons mettre à la disposition des campeurs venant de province un certain nombre d'emplacements dans le parc qui entoure la fête. Mais le nombre de places est très limité. Et de plus les conditions seront assez rudimentaires.

Nous conseillons donc aux campeurs d'arriver dès le samedi, car le dimanche nous pourrions être amenés à devoir refuser cet accueil faute de place. Mais nous conseillons surtout à tous ceux qui le peuvent d'éviter de camper.

- 46 — Maquereaux au poivre
- 47 — Le jeu de Meaux
- 48 — Boudins, saucisses du Béarn
- 49 — Relactez-vous (LO VIA Assurances)
- 49 bis — La poire masquée
- 50 — LO Normandie
- 51 — LO St-Etienne - Marseille - Grenoble
- 52 — Casse-croûte tunisien
- 53 — LO Le Mans
- 54 — Au brin de fantaisie (LO Hôpital Saint-Anne)
- 55 — Exposition Renault Billancourt
- 56 — Mon pays, c'est le monde
- 57 — Exposition Renault Flins
- 57 bis — Au Pénalty
- 58 — Café turc (LO Renault Flins)
- 59 — Fast Food
- 60 — Terrasse restaurant
- 61 — Expositions
- 62 — Livres et disques
- 63 — Images du jazz
- 64 — Vidéo



- 65 — Thé et gâteaux
- 66 — Falafels (LO Renault)
- 66 bis — Le clou de la Fête
- 67 — Kesako ?
- 68 — Emaillage sur cuivre (LO CHR Toulouse)
- 69 — LO Toulouse
- 70 — Renseignements
- 71 — Cassoulet
- 72 — A la belle crêpe
- 73 — Je pense donc j'essuie
- 74 — Billard électronique
- 75 — LO Aquitaine
- 76 — Huîtres - Confit et fromages du Sud-Ouest (LO Hôpital Sud)
- 77 — Sardines grillées (LO RNUR)
- 78 — Les tontons frondeurs (LO SNCF Paris Chapelle)
- 79 — La cité du sport (LO Snecma Gennevilliers)
- 80 — Le blinis insurgé
- 81 — Echec et Marx
- 82 — Beignets antillais (LO Ateliers SNCF de Nanterre-la-Folie)
- 83 — Renseignements
- 84 — C'est ma boule
- 85 — LO Hérault Gard
- 86 — Aéronautique - Expositions
- 87 — Bureau de tabac
- 88 — Indiana zone (LO RATP)
- 89 — La guinguette
- 90 — L'auberge du fromage blanc (LO CAF)
- 90 bis — Trampoline
- 91 — La tour d'escalade (LO Snecma Gennevilliers)
- 92 — Au dragon révolutionnaire (restaurant chinois) (LO AGF)
- 92 bis — Trampoline
- 93 — Changement de tension (artisanat) (LO EDF -GDF)
- 94 — L'île de la Réunion (Spécialités culinaires)
- 95 — Bilboquet
- 95 bis — Bicross
- 96 — A la joyeuse pétanque (LO SNCF Paris Gare de Lyon)
- 97 — Couscous

- 98 — Tir à la patate (LO Snecma - Corbeil)
- 99 — La barbouille
- 100 — Au mytilogourmet (moules marinières) (LO SNCF Villeneuve-Triage)
- 101 — A l'Omelette de l'Est (LO SNCF Ourcq)
- 102 — Huître et demi
- 103 — L'express St-Nectaire (LO SNCF Dépôt de Paris Sud-Ouest)
- 104 — LO SNCF

- 127 — Le petit grain de folie (LO CHU HP Limoges)
- 128 — Le tir
- 129 — Jeu d'eau
- 130 — La Dolina - Spécialités d'Europe Centrale (LO Thomson Saint-Denis-Rateau La Courneuve)
- 131 — La fromagée du Berry
- 132 — LO Centre (Bourges - Vierzon - Châteauroux - Nevers - Orléans - Limoges)
- 133 — LO Bretagne

- 152 — Charlottes (LO PTT Paris 18°)
- 153 — Au doux débardeur (LO Reims)
- 154 — Sculpture sur savon
- 155 — Rock 93 (LO Alstom Saint-Ouen)
- 156 — Tir à l'arc (LO Rhône-Poulenc)
- 157 — Peinture sur soie
- 158 — Jamais deux sans trois (LO Troyes)
- 158 bis — Kinopanoramax

- 105 — Chèvre vert sur canapé
- 106 — Pizza - Aioli
- 107 — Casse-bouteilles
- 108 — Fraternité à la menthe
- 109 — Le Jokary
- 110 — La puce rouge - (LO Crédit Lyonnais)
- 111 — Tee-shirts, badges, exposition (LO Schlumberger Montrouge)
- 112 — L'art d'y pédaler (choucroute)
- 113 — Chorba (LO Michelin Cholet)
- 114 — Tours - Angers - Cholet - Poitiers
- 115 — Harengs de la Baltique (LO - LCR Métallurgie Angers)
- 116 — Ficelles picardes (LO Amiens)
- 117 — Expositions Anjou rouge (LO - LCR Angers)
- 118 — Charlottes (LO - LCR CHR Angers - CPD Saint-Gennes)
- 119 — Visez juste (LO Telecom Bagnole Aubervilliers)
- 120 — La mare aux canards
- 121 — Sous les râpés, la plage (LO Peugeot Mulhouse)
- 122 — La pêche miraculeuse (LO BNP Barbès)
- 123 — Apprenez à dessiner en perspective
- 124 — La Trattoria (LO BNP Barbès)
- 125 — Tee-Pee
- 126 — Renseignements

- 134 — Autour du monde (LO General Motors - Gennevilliers)
- 135 — Artisanat Rouen
- 136 — Jeu de palets
- 137 — Le rail de force
- 138 — LO - Crédit Lyonnais
- 139 — Viens prendre ta raclette (LO Alcatel - Thomson Levallois)
- 140 — Crevettes flambées
- 141 — La quille de 6
- 142 — Far breton (LO Chaffotteaux Saint-Brieuc)
- 143 — Jambon du Morvan
- 144 — Crêperie bretonne
- 145 — Aux mollets d'acier
- 146 — Le jeu du footballeur
- 147 — Brochettes grecques (LO Air France)
- 148 — C'est tout un programme
- 149 — Les damnés de la terre (LO Reims)
- 150 — Au rendez-vous des postiers
- 151 — L'affiche rouge (LO Reims)

- 159 — Payez-vous leur tête
- 160 — Barbes à papa (LO UAP)
- 161 — Caramba! Qué tortilla
- 162 — Pomme d'amour (LO UAP)
- 163 — Renseignements
- 163 bis — Jeu à la noix
- 164 — La boule maboule
- 165 — Palais des glaces (LO Chèques Postaux Montparnasse/Tri PLM)
- 166 — Bowling (LO PTT Austerlitz)
- 167 — Capuccino (LO URSS)
- 168 — Commedia dell'Arte
- 169 — Artisanat de Lyon
- 170 — Salades libanaises (LO UAP Tour Assur)
- 171 — Saucisson et salade lyonnaises
- 172 — LO Lyon
- 173 — LO Auvergne
- 174 — Crêperie (LO Rhône-Poulenc)
- 175 — Fromage d'Auvergne (LO Michelin et LO AIA)
- 176 — Exposition (LO Uclaf/Rhône-Poulenc)

• Ne pas jeter les bouteilles vides

Nous vous demandons de ne pas les abandonner sur le terrain, sur les pelouses ou dans les bois, car elles risquent de créer des accidents graves.

Aidez-nous à récupérer ces verres et à ne pas polluer le parc, et déposez vos bouteilles

vides aux endroits spécialement destinés à les recueillir signalés par des panneaux (ne pas les jeter dans les sacs-poubelles car leur manipulation risque aussi d'être source d'accident).

e la fête

- 177 — Bolshhevik Tendency (U.S.A.)
- 178 — Les lanciers du bocal (LO Roussel Uclaf)
- 179 — Socialisme Mondial
- 180 — La sepie alegre (Tapas variées)
- 181 — Socialist Party of G.B.
- 182 — League for the Revolutionary Party (USA)
- 183 — Comité de Solidarité avec le Kurdistan
- 184 — Organisation communiste internationaliste (Italie)
- 185 — Groupe IV (R.F.A.)
- 186 — OCRIA (Algérie)
- 187 — JCR
- 188 — Combat Communiste
- 189 — Voie prolétarienne

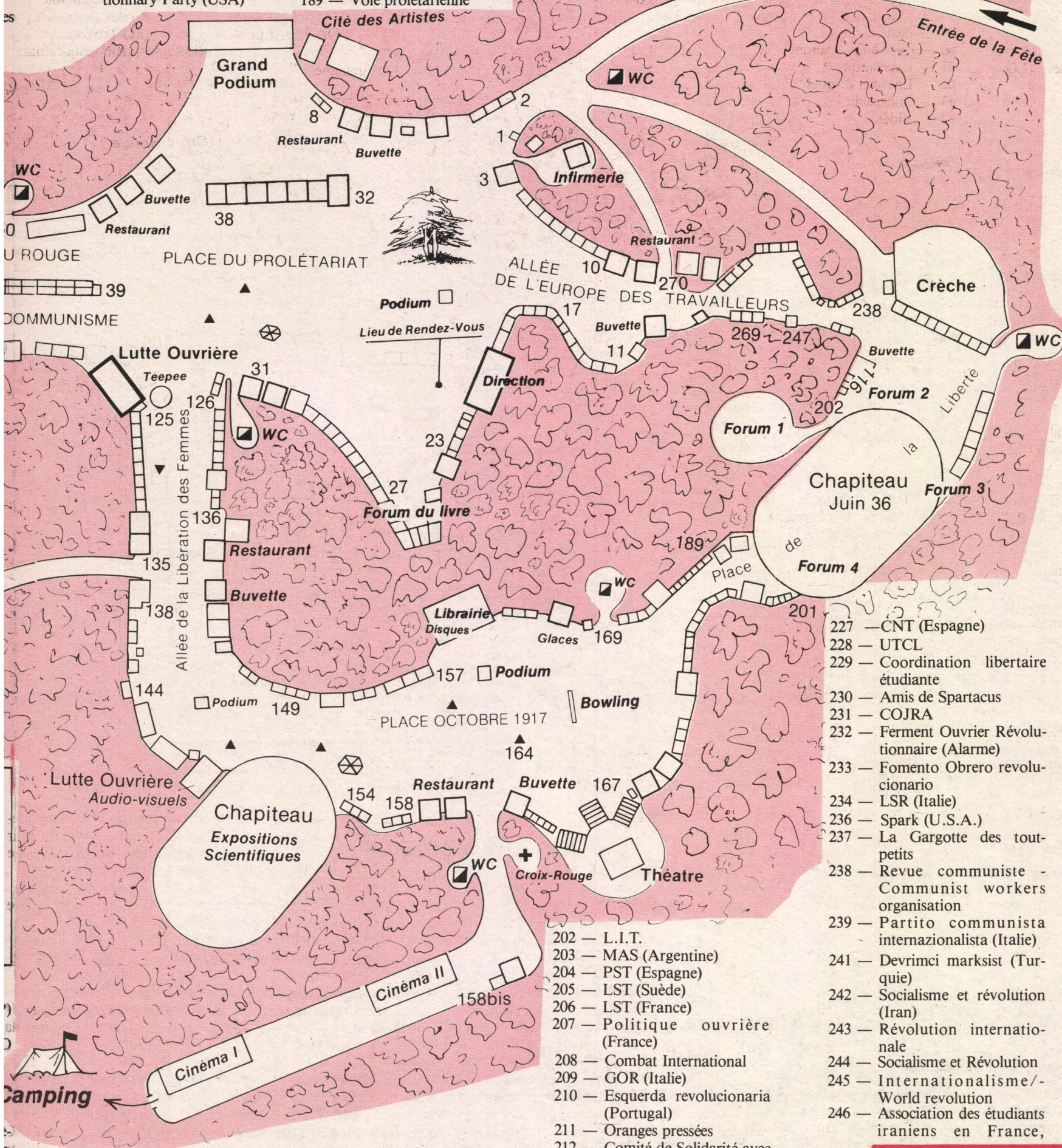
- 190 — Maffé (UATCI)
- 191 — Combat Ouvrier
- 192 — UATCI
- 193 — Pouvoir ouvrier/Workers power (G.B.)
- 194 — Irish Workers Group
- 195 — Gruppe Arbeitermacht (R.F.A.), Arbeiter Standpunkt (Autriche)
- 196 — Syndicat Démocratique des Banques
- 197 — Radio Mouance
- 198 — Groupe Communiste Internationaliste
- 199 — Socialist organiser (G.B.)
- 200 — Comité Trotskiste International
- 201 — Radio venceremos

• A propos des chiens

Les nombreux chiens qui galopent joyeusement au milieu d'une foule sont une source de désagrément et parfois d'accident. Leur présence se manifeste parfois de façon indélicate et malodorante sur les pelouses où l'on aime s'asseoir ou s'allonger. Et puis il est arrivé, les années précédentes, que certains chiens énervés par l'agitation mordent des enfants ou des adultes. Il nous est arrivé aussi de voir des chiens abandonnés par leur propriétaire, attachés à un arbre pendant des heures, ce qui est choquant pour tous ceux qui aiment les animaux. C'est pourquoi, pour la commodité de tous et des animaux eux-mêmes, nous ne souhaitons pas la présence des chiens à la fête.

• Sortie provisoire

Vous pouvez sortir provisoirement de la fête. Les camarades affectés au contrôle vous tamponneront alors le poignet et vous pourrez ainsi entrer de nouveau à la fête en présentant ce tampon. Nous demandons à tous nos amis qui se promèneront à la fête de veiller à ne rien faire qui puisse gêner les relations de bon voisinage avec la population de Presles, et en particulier de respecter les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner.



• Avec les bons et les vignettes c'est 20% moins cher

La carte d'entrée permet d'assister à tous les spectacles, au théâtre, aux cinémas, etc. sans rien débours.

Mais si vous voulez vous payer une spécialité culinaire, une boisson, un objet artisanal, il existe une possibilité à prix réduit : avec les bons que

nous vendons avant la fête, on peut tout acheter avec 20% de remise sur les prix marqués. Procurez-vous donc une provision de bons en conséquence!

Seuls le tabac et les cigarettes sont payables en francs Balladur.

- 202 — L.I.T.
- 203 — MAS (Argentine)
- 204 — PST (Espagne)
- 205 — LST (Suède)
- 206 — LST (France)
- 207 — Politique ouvrière (France)
- 208 — Combat International
- 209 — GOR (Italie)
- 210 — Esquerda revolucionaria (Portugal)
- 211 — Oranges pressées
- 212 — Comité de Solidarité avec le Nicaragua
- 213 — FLNKS
- 215 — AISDPDK
- 216 — Maisons des chômeurs de Paris - FNC
- 217 — LOR de France/LOR de Pologne
- 218 — Révolution Permanente
- 219 — Ecole Emancipée
- 220 — Comité non-titulaires
- 221 — Comité de soutien aux syndicalistes licenciés de BMW (Berlin-Ouest)
- 222 — SWP (G.B.)
- 223 — SWM (Irlande)
- 224 — Socialisme international
- 225 — SI (Belgique) - SAG (Allemagne)

ET POUR LES ENFANTS

La crèche

Pour les tout-petits il y a une crèche située non loin de l'entrée de la fête. Des camarades compétents s'occuperont des enfants. Nous demandons toutefois aux parents de passer de temps en temps à la crèche, en particulier aux heures des repas. Et de ne pas laisser les bébés plus de quatre heures de suite à la crèche.

La place aux jeunes

Toute une partie du terrain est réservée aux enfants qui sont encore trop jeunes pour se balader dans la fête. Là aussi des camarades compétents s'occuperont d'eux, et leur proposeront de nombreuses activités, des jeux, du cinéma, des poneys, etc. La crèche ainsi que la Place aux Jeunes sont gratuites.

sympathisants de l'OGFPI

- 247 — La soupe aux choux (LO Renault Flins)
- 248 — LTF/Spartacist league (G.B.)
- 249 — Lega trotskysta d'Italia
- 250 — GIM (RFA)
- 251 — Komala
- 252 — Sympathisants du Parti Communiste d'Iran
- 253 — Lotta Comunista
- 254 — Revolutionary Communist Party (G.B.)
- 255 — I.K.L. (Autriche)
- 257 — Bolshhevik partisan (Turquie)
- 258 — Mouvement anti-apartheid
- 259 — Coordination de soutien aux réfractaires
- 260 — France-Palestine (Ile-de-France)
- 261 — Internasyonal (Turquie)
- 262 — CNR - Partido Socialista (Chili)
- 263 — Association des travailleurs marocains en France
- 265 — Comité de soutien aux réfugiés basques
- 266 — Collectif contre la répression en Algérie
- 267 — Les communautés révolutionnaires de la région arabe
- 268 — Le javelot
- 269 — Le routier (LO Alsthom Belfort)
- 270 — Accueil Nord
- 272 — Tangram (LO CGR -Buc)

VOUS TROUVEREZ À LA FÊTE

CINÉMA 1

Samedi 17 mai

12 h 00 - Alien, Ridley Scott. Un classique de la science-fiction, avec une dose d'épouvante.
14 h 30 - Kagemusha, A. Kurosawa. Les seigneurs de guerre dans le Japon du XVI^e siècle.
17 h 30 - Mourir à Madrid, Frédéric Rossif. Documents sur la guerre d'Espagne.
19 h 30 - A contre-courant, Marceau Pivert. Un film de Juin 36 réalisé à l'époque par les militants de la "Gauche Révolutionnaire", tendance de la SFIO animée par Marceau Pivert.
20 h 00 - Rue Case-Nègres, Euszhane Palcy. La situation coloniale aux Antilles au début du siècle.
22 h 30 - Pink Floyd/The wall, Alan Parker. Des images sur le disque du groupe anglais.

Dimanche 18 mai

10 h 00 - La guerre des étoiles, Georges Lucas. Une grandiose bande dessinée de science-fiction mise en images.
12 h 30 - A nous la liberté, René Clair. Les temps modernes en France, dans les années 35-36.
14 h 40 - Abaphuciwe, les déposés. Sur l'Afrique du Sud. Des milliers de personnes déplacées dans les Bantoustans. Une des formes de l'apartheid.
15 h 30 - La guerre du feu, Jean-Jacques Annaud. Une fiction sur la découverte du feu par les hommes de la préhistoire.
17 h 30 - Le soldat bleu, Ralph Nelson. Un épisode du génocide des Indiens par l'armée américaine. Une démythification de la conquête de l'ouest.
20 h 00 - A contre-courant, Marceau Pivert.
21 h 00 - Kagemusha, A. Kurosawa.

Lundi 19 mai

10 h 00 - Mourir à Madrid, F. Rossif.
12 h 00 - Abaphuciwe - Les déposés.
13 h 00 - De l'acier et des hommes, Catherine Posso Di Borgo. **Débat avec la réalisatrice**. Les travailleurs US affrontés aux fermetures d'usines. Dans une aciérie, les salariés prennent une part du capital. Ce n'est pas un remède miracle.
14 h 30 - A contre-courant, Marceau Pivert.
15 h 30 - The Rose, M. Rydell. La vie de la chanteuse Janis Joplin. Attachante. Le monde du fric et du show business l'est moins !
17 h 30 - Rue Case-Nègres, E. Palcy.

CINÉMA 2

Samedi 17 mai

12 h 00 - Le pactole, J.-P. Mocky. Un film-fable sur la place de l'argent.
14 h 00 - Sans toit ni loi, Agnès Varda. Une jeune secrétaire devient "routarde", s'enferme dans la solitude, jusqu'à la mort.
16 h 30 - Journal intime, Marta Meszaros. Les années 1947 à 1953 en Hongrie, vues par une adolescente.
19 h 00 - Escalier C, J.-C. Tachella. Vie quotidienne et drame autour d'un couple, d'un homosexuel, d'un chômeur, d'une vieille femme et d'un jeune critique d'art.
21 h 30 - Le soldat bleu, Ralph Nelson.

Dimanche 18 mai

10 h 00 - Le vent, Souleymane Cissé. Un tableau ironique de la société africaine (Mali), à travers deux adolescents, et une révolte étudiante.
12 h 00 - Sans toit ni loi, Agnès Varda.
14 h 00 - De l'acier et des hommes, Catherine Pozzo di Borgo.
15 h 30 - Papa est en voyage d'affaires, Emir Kusturica. Un enfant dresse le portrait d'une famille yougoslave de 1948 à 1952, époque de la rupture entre Staline et Tito. A quel "petit père" se vouer ?
18 h 00 - Les folles années du twist, Mahmoud Zemmouri. 1960, à 30 km d'Alger. Nul n'est épargné : le colon, l'officier français, le Pied-noir, mais aussi les résistants FLN de la dernière heure.
20 h 00 - Le voyage à Paimpol, John Berry. Une jeune ouvrière veut changer la vie, participe aux combats syndicaux, mais manque d'air et plaque tout, usine, famille...
22 h 00 - Bras de fer, Gérard Vergez. Récit romanesque sur fond d'histoire d'occupation, de résistance.

Lundi 19 mai

10 h 00 - Les folles années du twist, Mahmoud Zemmouri.
12 h 00 - Le voyage à Paimpol, John Berry.
14 h 00 - Colombie, la poudrière, Yves Billon. L'état de siège depuis 30 ans, la violence est quotidienne. Les mouvements de guérilla face au gouvernement en place.
15 h 30 - Papa est en voyage d'affaires, E. Kusturica.
18 h 00 - Journal intime, Marta Meszaros.

CINÉ PLEIN AIR

Sur grand écran, dans la nuit du dimanche au lundi, sous les cèdres de la Place du Proletariat :

0 h 30 - Rocky Horror Picture Show, J. Sharman.
2 h 30 - The Rose, M. Rydell.
5 h 00 - Pink Floyd/The wall, Alan Parker.

UN VASTE ESPACE POLITIQUE CONSACRÉ AUX EXPOSITIONS ET AUX DÉBATS

La fête de Lutte Ouvrière est bien entendu une fête politique. Vous pourrez y discuter avec nos camarades, vous procurer nos publications, aux stands Lutte Ouvrière ou dans les nombreux stands d'entreprises ou de ville. Mais il y aura également plus de soixante-dix formations politiques de France ou de l'étranger qui sont invitées. Plusieurs emplacements seront consacrés aux forums de discussion, où chacun pourra présenter un sujet, participer à la discussion. Le programme des forums sera indiqué au moment de la fête. Cette année est l'année du cinquante-anniversaire de **juin 36** : une vaste exposition y sera consacrée, occupant un chapiteau. Ailleurs encore, une exposition sur le 1^{er} Mai, date qui, depuis 100 ans maintenant, est devenue une journée de lutte internationale des travailleurs.

DES MONTAGES AUDIO-VISUELS, DES EXPOSITIONS

Partout dans la fête, vous trouverez des expositions sur des sujets les plus variés, sur les entreprises où travaillent nos camarades, sur des sujets sociaux ou politiques. Mais aussi un vaste chapiteau est consacré entièrement à des expositions à caractère scientifique.

Des diaporamas sur 3 écrans :

- Karl Marx ;
- De la préhistoire capitaliste à l'avenir socialiste ;
- Du krach de 1929 à la 2^e Guerre mondiale ;
- L'homme et l'univers.

• Sous le chapiteau politique :
 — Deux diaporamas sur Juin 36.

Des écrivains, des journalistes, des animateurs de radio, des militants, seront parmi nous pour présenter leurs ouvrages ou leurs activités

Samedi 17 mai

15 h : PLANNING FAMILIAL sur le thème "Contraception, avortement, où en est-on ?" avec Catherine LESTERPT, co-auteur de *Croquez la pomme sans pépin*.

16 h : Alain LABROUSSE, auteur de *Coca-Coke*, animera, à partir de son livre et d'un diaporama, un débat sur le thème : "Coca-cocaïne, en Bolivie, au Pérou, en Colombie : une nouvelle forme d'intervention des Etats-Unis".

17 h : André VICI, du mouvement de la Force silencieuse et du Progrès social, "Handicap et Progrès", sur le sujet : "Des thèmes sociaux adaptés aux besoins de la population actuelle".

17 h : Daniel HEMERY, historien : *"Le trotskysme dans l'histoire de la révolution vietnamienne"*.

17 h : Georges RIBEILL, auteur du livre *Les cheminots*, animera un débat sur le "syndicalisme cheminot : héritages, tendances et enjeux".

18 h : Michel LEVINE, auteur des *Ratonnades d'octobre*, viendra parler du "terrorisme d'Etat", à propos notamment de la répression qui frappa, le 17 octobre 1961, à Paris, les manifestants algériens pour l'indépendance.

19 h : François FLORÈS : *"La situation au Pérou : terrorisme ou révolution ?"*.

Dimanche 18 mai

11 h 30 : Claude MEILLASSOUX, écrivain, auteur des *Derniers Blancs*, parlera de l'Afrique du Sud.

13 h : Olivia ZEMOR, auteur avec le Dr Dominique BRENKY de *La route du Sida*, sur le thème "SIDA et MST (maladies sexuellement transmissibles) : est-on entré dans une nouvelle ère vitale ?" et "Le secret médical en danger".

13 h : Juliette MINCE, auteur de *La génération suivante* : "Les enfants d'immigrés sont-ils si différents ?".

14 h : Débat sur le thème : "Radio libre : quelle liberté d'expression ?" avec Roland FERNARI pour Radio Mouvement dont le matériel a été saisi encore une fois le 24 avril.

16 h : Klaus SCHUFFELS et Alain BROSSAT (co-traducteurs de l'ouvrage du journaliste de RFA Günther WALRAFF, *Tête de Turc*, viendront parler du livre. (*Tête de Turc* raconte l'histoire d'un Européen qui se met "dans la peau" d'un travailleur turc en Allemagne).

17 h : Didier DAENINCKX (auteur de *Meurtres pour mémoire et Métropole*), Thierry JONQUET (*Le secret du rabbin*) et Jean-François VILAR (*Bastille Tango*) parleront de leurs livres sur le thème : "Les rouges dans le roman noir". Trois auteurs de "policiers" qui n'ont rien à voir avec S.A.S. !

17 h : Philippe DEWITTE, auteur de *Les mouvements nègres en France 1919-1939* - Editions L'Harmattan - sur le thème : "Rapports des mouvements nègres en France avec l'Internationale et avec les communistes français".

18 h : Denis LANGLOIS, auteur notamment du *Guide du citoyen face à la police*, du *Nouveau guide du militant*, des *Dossiers noirs de la police*, etc. animera un débat sur ces thèmes et sur l'actualité, avec les mesures de police du gouvernement Chirac.

Lundi 19 mai

11 h 30 : Jean BERTOLINO, envoyé spécial de TF1 à Beyrouth à plusieurs reprises : "Le rôle du journaliste dans cette région du monde" et "Montée de l'intégrisme dans le monde arabe".

13 h : Maurice RAJFUS, qui a écrit notamment *L'an prochain la révolution* (Editions Mazarine), sur le thème : "Cinq ans de gouvernement socialiste pour renforcer la police".

14 h : Guy SABATIER, du collectif des Amis de Spartacus, viendra parler du livre d'Henri PAECHTER : *Espagne 36-37 : la guerre dévore la révolution*, livre qui montre, selon l'éditeur, comment, au nom de la guerre contre Franco, les partis du Front Populaire ont trahi les aspirations révolutionnaires des travailleurs espagnols.

16 h : René DUMONT : *Tiers-Monde, Sahel*. Colette GOUVION, écrivain romancière : *La condition féminine au Moyen-Age en Occitanie* (l'horaire sera précisé à la fête).

D'autres forums et débats seront organisés pendant la Fête. Le programme détaillé en sera affiché et sera notamment disponible au stand renseignements.

A VOS RECEPTEURS !

Radio Eglantine, en collaboration avec Radio Bellovaque (Val-d'Oise), émet pendant les trois jours de la Fête. Musique, retransmission de spectacles, informations de la Fête seront diffusées sur les ondes. Pour capter Radio Eglantine, demander la fréquence au stand renseignements... mais ne pas oublier d'apporter son poste !

Sous un grand chapiteau, de nombreuses expositions scientifiques

- L'évolution des espèces
- La génétique : ADN, virus, cancer, SIDA
- La dérive des continents
- Les centrales nucléaires
- L'alimentation
- La faim dans le monde
- Les mathématiques et leur histoire
- Parlez-vous gaulois, ou l'origine et l'évolution de la langue française
- Le comportement et le cerveau

DES SCIENTIFIQUES ANIMERONT DES DEBATS

Samedi :

15 h 00 : Michel ORIAU, du laboratoire d'ethnologie préhistorique du CNRS : animera un débat sur "Les cultures des hommes préhistoriques".
16 h 00 : Pascal TASSY, paléontologue, assistant à l'Université Paris VI, commentera l'exposition sur "l'évolution des espèces".

Dimanche :

13 h 30 : Gérard OUDENOT, responsable du département d'astronomie au Palais de la Découverte se propose, au cours d'un exposé, de nous faire découvrir le système solaire et les comètes, à la lumière des connaissances récentes apportées par les sondes spatiales qui sillonnent notre banlieue solaire.

A partir de 12 h 00 : Claude FERRIES, astronome amateur, de retour d'un voyage dans l'hémisphère sud pour y observer la comète de Halley dans les meilleures conditions, nous parlera des comètes.

16 h 00 : Charles DEVILLERS, professeur honoraire à l'Université Paris VII animera un débat sur les "origines de la vie".

16 h 00 : Léonard GINSBURG, paléontologue, sous-directeur au Muséum National d'Histoire Naturelle, commentera l'exposition sur "l'évolution des espèces".

20 h 00 : Michel ROUZE, journaliste scientifique, animera un débat sur le thème : "Les fausses sciences : phénomènes paranormaux, etc. La mode des médecines parallèles".

21 h 30 : Pierre LAGRANGE, animera un débat sur le thème : "Les soucoupes volantes et autres OVNI : une mythologie moderne".

Lundi :

En fin d'après-midi : Geneviève MEURGUES, sous-directrice au Muséum National d'Histoire Naturelle, commentera l'exposition sur l'évolution.

Samedi et dimanche soir, dès la tombée de la nuit, on observera les planètes et les cratères lunaires au télescope. Pendant toute la fête, un planétarium de campagne permettra de rêver aux étoiles, même en pleine journée.

Jazz City's program

samedi 17 mai

14 h : EVANGELISTA (trio de blues-funky)

15 h 30 : CADENCE (jazz classique des Yvelines)

17 h : JAZZ SIXTIES (jazz années (60))

19 h : ARCHIPEL (un quartet pour faire le tour du monde)

21 h : MONGO JERRY (blues, old jazz)

dimanche 18 mai

de 8 h à 12 h :
 PETIT DÉJEUNER
 EN MUSIQUE ((SLOW BREAK-FAST))

- blues avec J.-Pascal BOTTLE-NECK et Jean-Pierre DOBRO
- atelier de percussions

13 h : SUIVEZ LE "BOEUF"

15 h 30 : PATRICIA NAGERA QUINTET interprète les "standards" du jazz

17 h 30 : VOL DE NUIT

19 h : Ça swingue avec SHARON EVANS GROUP

21 h : PAUL COOPER BLUES BAND avec, à l'harmonica, Jean-Claude N'DAYE

lundi 19 mai

de 8 h à 12 h :
 Deuxième chance : petit déjeuner en musique
 • atelier de percussions

12 h : BENOIT BLUES BOY

15 h 30 : Le duo du pianiste FRANÇOIS TUSQUES

17 h 30 : NEW ORLEANS PARADE

- On trouvera, en outre, une aire aménagée où seront projetées des vidéos des grands noms du jazz : Count Basie, Billie Holiday... ; un "drugstore" proposera des livres, des brochures, des disques, des posters, des gadgets ayant trait au jazz ou au blues ; un "fast food" pour se rassasier d'œufs au bacon, de café, de jus d'orange, de fromage blanc ou de gâteaux.

AUTOCARS GRATUITS

Un service d'autocars fonctionne en permanence durant toute la fête et la nuit du bal. Le service de cars fonctionne le samedi de 11 h 30 à 23 h ; le dimanche de 8 h à 22 h ; la nuit du bal service réduit avec un départ toutes les heures ; le lundi de 8 h à 20 h (dernier départ de Paris à 18 h). Dans la journée, le rythme des départs est d'environ tous les quarts d'heures. Lien de départ : Porte de la Chapelle.



PARAGUAY

Atmosphère de fin de règne

Rien ne va plus, au Paraguay, pour le général-dictateur Alfredo Stroessner. Cela fait un mois que des manifestations de protestation se succèdent dans les rues d'Asuncion, la capitale. La répression brutale n'est plus efficace. Au contraire. Quand la police tue un manifestant, quand les hommes de main du régime saccagent une radio contestataire ou un hôpital qui a refusé de leur livrer des manifestants blessés, c'est à chaque fois de nouvelles manifestations et des grèves.

De son côté l'opposition politique, qui jusque-là tolérait le bâillon, relève maintenant la tête et dénonce le tout-puissant Parti "Colorado" au pouvoir, sa mainmise sur tout le pays (près d'un tiers des habitants y seraient affiliés) et les scandales qu'il couvre. D'ailleurs une partie des "colorados" se désolidarisent du dictateur. Jusqu'à l'épiscopat qui appelle à un "dialogue national" : une façon jésuite de dire que Stroessner a fait son temps. Le patronat aussi conteste, dénonçant l'archaïsme de la gestion économique et sa sclérose.

Et ce sont les autorités des Etats-

Unis qui ont mis le comble à l'amertume de leur fidèle vassal. Reagan a classé le régime paraguayen parmi les régimes totalitaires. Des fonctionnaires du Département d'Etat ont parlé de "dictature". L'ambassadeur US à Asuncion semble prendre plaisir à fréquenter l'opposition. Et tout ce qui reste aujourd'hui de l'aide nord-américaine, c'est l'entraînement des militaires paraguayens aux USA.

Au bout de 32 ans de dictature, le général Stroessner doit trouver que ces "lâchages" successifs sont bien injustes. N'a-t-il pas été réélu, tous les 5 ans, président de la République, et avec de confortables majorités ? N'a-t-il pas réussi à renouveler l'état de siège, tous les trois mois, pendant 32 ans ? En 32 ans, un Paraguayen sur trois, en moyenne, est passé par la prison ! Il n'empêche. Aujourd'hui, la répression n'assure plus vraiment l'ordre des exploiteurs.

Ce pays dont l'économie est contrôlée à plus des trois quarts par les trusts impérialistes connaît aujourd'hui, comme ses voisins, la crise économique.

Pendant des années, la cons-

truction du barrage d'Itaipu, en commun avec le Brésil, a occupé 20.000 personnes. Le barrage a été inauguré en 1982. Mais le grand projet qui devait prendre la suite, projet élaboré avec l'Argentine cette fois, n'a pas vu le jour. Les 20.000 ouvriers sont rentrés dans leurs villages, où les occupations de terres se multiplient depuis !

La corruption de l'oligarchie financière apparaît au grand jour, dans des scandales. Un des derniers révélés, portant sur un montant de cent millions à un milliard de dollars : des industriels et des banquiers achetaient, sous prétexte d'importations, des dollars au taux préférentiel, deux ou trois fois inférieur au cours du marché. Mais ils n'importaient rien : ils se contentaient de revendre les mêmes dollars au cours normal, empochant la différence.

Le régime de Stroessner est aujourd'hui de plus en plus contesté. Et il semble bien que les Etats-unis, instruits par les exemples de Haïti et des Philippines, préfèrent préparer une relève politique à temps, plutôt que de voir un de leurs protégés, un de plus, partir sous la pression populaire.

Vincent GELAS

Tunisie

La presse bâillonnée

Deux hebdomadaires tunisiens viennent d'être suspendus de parution pour six mois par le pouvoir, qui les accuse de "diffamation" et de "diffusion de fausses nouvelles".

Ce est pas la première fois que le gouvernement tunisien interdit l'organe du Parti Communiste Tunisien, *Tarik El Jadid* (La voie nouvelle) et celui du Mouvement des Démocrates Socialistes, *Al Moustaqbal* (L'avenir). La dernière fois, c'est en avril dernier, pour avoir critiqué Bourguiba qui a gardé le silence au moment des bombardements aériens américains sur la Libye.

ments aériens américains sur la Libye.

Les manifestations qui ont eu lieu à Tunis pour protester contre l'agression américaine ont été réprimées. Un étudiant a été abattu par un policier. Les journaux qui n'ont pas compris qu'ils devaient s'autocensurer et s'abstenir de toute critique à l'encontre de la dictature ont été suspendus. Un acte arbitraire de plus à mettre au compte de la dictature de Bourguiba. Il n'est pas dit que cela suffira toujours à étouffer la voix des opposants.

Chili

Ratissages masqués

Pour le Premier mai, le régime avait fait arrêter et parquer 3.000 militants dans un stade de Santiago. Cela n'avait pas empêché les manifestations.

Depuis, quasiment tous les jours, la police, aidée de l'armée, quadrille deux quartiers ouvriers parmi les plus pauvres de la capitale. Les policiers et militaires ratissent maison après maison, font sortir tous les hommes, et procèdent ensuite à des contrôles. Les soldats auraient le visage noirci, d'après certains témoins. Les rafles ont atteint

3.500 personnes, toujours gardées à vue.

C'est clair, la dictature craint d'abord la classe ouvrière. Elle n'a pas tort. Lorsqu'un régime haï en est à devoir noircir le visage de ceux qu'il envoie faire les rafles ; quand les bureaux commencent à avoir plus peur que les victimes ; quand ce sont les hommes de la dictature qui doivent passer à la clandestinité, c'est que la force n'est pas loin de changer de camp...

Bengladesh

A trop vouloir prouver...

Au Bangladesh avaient lieu la semaine dernière les premières élections depuis le coup d'Etat du général Ershad en 1982.

Les premiers résultats donnant une avance notable aux partis d'opposition (103 sièges, contre 81 au parti du général-président), le dépouillement a été purement et simplement suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Dans ce pays qui est encore sous l'état de siège, le dictateur espérait se donner une apparence "démocratique", plus présentable à l'extérieur. Il avait même fait venir des observateurs anglais pour constater la régularité du vote. Mais son opération s'est retournée contre lui et a prouvé exactement le contraire de ce qu'il voulait : que son pouvoir était basé uniquement sur l'arbitraire et la force brutale.

Un peu comme une tentative semblable réalisée il y a quelques mois aux Philippines par un dénommé Marcos... avec la suite que l'on connaît.

G.L.

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES DU 16 MARS 1986

Lutte Ouvrière a présenté aux élections législatives et régionales de mars dernier des listes de candidats, pour faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Pour assumer les frais importants de cette campagne électorale, notamment l'impression du matériel légal, nous avons eu besoin de l'aide de tous.

Nous poursuivons ci-après la publication des dons déjà reçus.

RÉGION PARISIENNE

Louise 60 F. Luttman Daniel 10 F. Philippe 100 F. Paulo 150 F. Claudette 250 F. Autonomia operaia 50 F. François 50 F. Footing 50 F. Catherine 100 F. La Jeanne 150 F. Christine 100 F. Des sympathisants 50 F. Chômeur portugais 50 F. Patrick W. 5 000 F. A.M. 500 F. Francine 50 F. Alain 60 F. Marc 50 F. Guy 55 F. Toto 50 F. Un sympathisant étudiant 15 F. Copain 100 F. Moi 100 F. Marie 150 F. Thierry 50 F. Nathalie 50 F. Corine 30 F. Thierry 20 F. Béatrice 50 F. Sylvie 20 F. Un agent 20 F. Une laborantine 50 F. Soutien 10 F. Cricri 20 F. M. Claude 20 F. Sylvie 20 F. Anna-Marie 10 F. Slim 50 F. Pour Pierrot et Arlette 20 F. C.N. 20 F. Une amie 20 F. Contre les bourgeois du 16^e, Philippe 15 F. M./Pierre 10 F. Dominique 100 F. Françoise 150 F. Un copain 1 000 F. Un autre 1 000 F. Un autre 500 F. Un suivant 500 F. Un autre 200 F. Madeleine 100 F. Perdue 250 F. J. et M. 80 F. J. et A. 400 F. François 50 F. Un copain d'Argenteuil 100 F. Un copain 400 F. Françoise 800 F. Un copain 200 F. Une employée du CL 470 F. Un prof. 550 F. Une employée du CL 500 F. Un employé CFRT Masy 300 F. Charles lycéen Paris, 100 F. Cathy, Momo, Les Lilas 30 F. 30 F. Un copain du Crédit Lyonnais 500 F. Philippe D. 38 F. Cristofari 300 F. Coulibaly 50 F. Cissé 20 F. Bouaza 50 F. Kalilou 40 F. Fofana 20 F. Dize 20 F. Payen 100 F. J.-L. 100 F. F. 100 F. Anonyme 200 F. Guignon 200 F. Cergy un ancien du PC 30 F. Laurette 252 F. Anonyme 50 F. Famille 150 F. Un copain 2 000 F. Un copain 1 000 F. Nouvel 100 F. Hupin 50 F. Véronique 250 F. Un militant 200 F. Pierrot 50 F. Jean 20 F. Yvon, 50 F. Deux travailleurs Europcar 200 F. Militant CGT Europcar 100 F. Godard 10 F. Aunis 30 F. Revert 20 F. Saulnier 50 F. Monzange 30 F. Un pâtissier trotskyste 100 F. Marché Argenteuil 15 F. Une travailleuse 40 F. "C'est toujours ça qu'ils n'auront pas", 100 F. Olivier 10 F. Jegou Raymonde 100 F. Anonyme 20 F. James 250 F. Christiann en soutien 25 F. Un

anonyme 300 F. Député d'un soviet de l'armée 210 F. Françoise 100 F. Sympathisant 300 F. Carn Boury 50 F. Cornet 50 F. Bretouski 50 F. Marc 30 F. Dalu Yvon 50 F. Nadia 50 F. Anonyme 50 F. Soutien 4 F. Anonyme 24 F. Hacène 450 F. Aghar 8 F. Mongruel 25 F. Xavier 20 F. Kusik 50 F. Anonyme 10 F. Pour que le combat continue 11 860 F. Murielle 100 F. Pierre 300 F. Paul F., Marseille 100 F.

YVELINES

Yann Deffontaine 100 F. Deffontaine 50 F.

UAP LE PELETIER

Sylvie 100 F.

TRAPPES

Meteo 150 F. Thomson 50 F. Pour Arlette 100 F.

RENAULT BILLANCOURT

De Pierrepont 200 F. Ben Adoune 15 F. Daniel 20 F. Salem Saidana 15 F.

BORDEAUX

Nathalie 30 F. Jean-Michel Poutou 50 F. Anne-Marie 50 F. Edith P. 50 F.

LE HAVRE

Fouldin Denis 100 F. Basso-Basset Rosita 20 F. Fanchot Bernadette 10 F. Rubot, Jeannine 20 F.

DIJON

C. Ch., 1.000 F. Perdue, 250 F. PTT : Joël Chénove, 100 F.

LE CREUSOT

Jocelyne, 20 F. Camille, 20 F. Martine, 10 F. Maurice Claude François, 20 F.

BORDEAUX

Ahmid, 50 F. Laurence, 250 F.

LE HAVRE

Lulu, 30 F. Georges, 30 F. Marie-Claude, 300 F.

CKD Renault, 30 F. Quillec J.-Marie, 100 F. Claude, 50 F. Une enseignante, 200 F. Un enfoiré, 10 F.

LYON

Poaul, 10 F. Jefebe, 30 F. Lolo, 10 F. Jacques, 250 F. José, 20 F. Pour Lutte Ouvrière, droit à l'expression pour tout le monde, une travailleuse, 30 F. Pour se faire entendre, 100 F. Michel, 10 F. Un camarade, 600 F. Sympathisant, 35 F. Norbert, 15 F. JO, 40 F. Un ami sympathisant, 10 F. "Communiste mais pas sectaire", 30 F. "Sans argent on ne peut rien", 35 F. Isa, 20 F. Chris, 200 F. Marie-Pierre, 30 F.

GRENOBLE - RHONE-POULENC

Enzio, 15 F. José, 20 F. Deuil, 30 F. Rousselot, 200 F. Joseph, 20 F. Mégias, 15 F. Régner, 200 F. Un laborantin, 10 F. Charillat, 5 F. Rybakiewicz Victor, 20 F. Un ouvrier, 12 F. Miguet Noel Chatte, 40 F.

MARSEILLE

Soutien, 1.000 F.

ST-ETIENNE

Un élève ingénieur, 50 F.

RENNES - CHR PONTCHAILLOU

Bridel, 30 F. Jonquard, 20 F. Pauenais, 100 F. Odile, 30 F. Bernard, 30 F. Rose, 20 F.

ANGERS

Jean Phi, 200 F. Dédé, 20 F. Michèle, 150 F. JL, 100 F. B. 100 F. Dom, 150 F. Guy, 70 F. Eliane, 100 F. Alain, 100 F. Geneviève, 50 F. Anonyme, 10 F. Mme André, 30 F. Loic, 30 F. Bruno, 20 F. Stéphane 20 F.

CHOLET

Jean-Charles Mahé, 10 F. Mireille Papon Chole, 10 F. Martineau Alain, 40 F. Michelin Chole, 40 F. Claude Neau, 100 F.

STRASBOURG

Dominique, 50 F. Fernand, 100 F. Patrick, 100 F.

BELFORT

Mimi instit., 150 F.

MULHOUSE

Evelyne, 70 F. Blandine, 100 F.

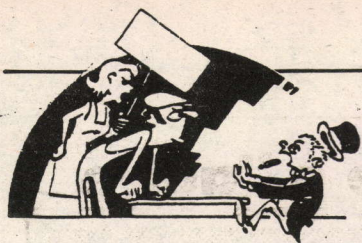
BESANCON

Copine, 50 F. Copine, 50 F. Martial, 50 F. Raoul, 20 F. Marie, 20 F.

REGION PARISIENNE

Pour Arlette, 30 F. Jean-Marie, 50 F. J.J., 120 F. JMB, 20 F. Fred, 20 F. Thierry, 60 F. Anonyme, 45 F. Un copain, 5 F. Illisible, 50 F. St-Cyr, 30 F. Genet, 100 F. Perrot, 100 F. J. Perrot, 100 F. Sympathisants, 40 F. Francky, 160 F. Anonyme, 100 F. Renée Pignon, retraitée, 100 F. Ernest Pignon, retraité, 100 F. Enseignant Neuberg Jean, 100 F. Enseignant, 50 F. Marie-Claude Prine, 50 F. Enseignante, 10 F. Michèle Sicard, 50 F. Chantal Delattre, 10 F. Elisabeth Gallard, 50 F. Martine Bourgeois, 20 F. Patrick Hunaut, 50 F. Isabelle Melhorn, 30 F. Georges Dupuis, 50 F. Brigitte Guerville, 50 F. Jasmin Luc, 20 F. Egeman Christiane, 50 F. Furt JM Enseignant, 50 F. Max Ravin, 100 F. Dominique Pauly, 50 F. Enseignante, 50 F. Enseignant, 40 F. Danielle Bruhman, 30 F. Isabelle Camus, 100 F. Viviane Appolino, 50 F. Enseignant, 50 F. Enseignante, 40 F. Enseignante, 20 F. Enseignante, 50 F. Enseignante, 50 F. Un militant, 200 F. Sympathisant, 200 F. Des amis, Argenteuil, 20 F. Annie, Paris, 44 F. Tony, Epinay, 200 F. Une sœur grande, 50 F. Maryse, 200 F. Soutien, 10 F. Un indécis, 7 F. Christian, Paris, 150 F. Fabien, 50 F. Jacques 14^e, 100 F. Tatée Caen, 100 F. Gérard St-Marin, 50 F. Jacky Achères, 50 F. Nadine, Créteil, 100 F. Michel, Créteil, 2.000 F. Nadia, 100 F. D. 250 F. Jade, 250 F. Bernard, 200 F. Un camarade, 20 F. Yves, 200 F. Yolande, 150 F. Christian, 80 F. Un retraité EDF, 100 F. Une sympathisante, 300 F. Une copine, 100 F. Claire, 20 F. Un copain, 200 F. Marc, 100 F. Michèle Paris 7, 50 F. Sandrine, 200 F. Anne, 100 F. Valérie, 50 F. Catherine, 100 F. Texera, 20 F. Un communiste, 15 F. Danielle, CFDT, 100 F. Pierre et Catherine, 50 F. Rémy, 50 F. Gérard, 200 F. Françoise, 200 F. Yvonne, 100 F. Paulette, 100 F. Sympathisant, 100 F. Violette Noisy, 30 F. Olivier Evelynne, infirmière 37 ans, 150 F. Infirmière X Necker, 100 F. Infirmière Necker, 50 F. Yves Rine, 500 F. Cuny Christian, 20 F. "Ras le bol des guignols", 50 F. Sartrouvilienne, 10 F. Travailleur SNCF, 5 F. Spaxi, 20 F. Direito, 20 F. Sophie, 20 F. André, 50 F. Une secrétaire de l'UAP qui voudrait que ça change vraiment comme elle le souhaite depuis 81, 50 F. Bon courage, continuez, 30 F. Mère de militante, 100 F. Sylvia, 100 F. Anonyme, 100 F. Anonyme, 50 F. Béatrice, 50 F. Un employé de l'EDF, 170 F. Un prof. 50 F. Un employé de l'hôpital, 100 F. Un étudiante, 50 F. Un chômeur, 20 F. Un agent hospitalier, 200 F. Philippe, tour de contrôle Orly, 100 F. Dan et

Cathy, 25 F. Tonio, 20 F. Un prof. 50 F. Sympathisant, 55 F. Une surprise, 50 F. Bessie, 30 F. Serge Paries, 20 F. Ta Ninga, 100 F. Rat Guy (Air-France), 300 F. A. Boichet, 100 F. F. Coriot, 100 F. Une copine, 65 F. Directrice d'école dans le 92, 500 F. Un retraité, 100 F. Un ouvrier Astra, 100 F. Un autre ouvrier d'Astra, 100 F. Cormier, 50 F. Viguier, 20 F. Toller B. Claude, 20 F. Depaygne, 20 F. Fortin, 10 F. Bouyamed Kassa, 10 F. Davina, 100 F. La Courneuve, 50 F. Une prof., 100 F. Agnès P., 800 F. Soutien Seine-St-Denis, 500 F. Médecin, 200 F. Infirmière, 1.000 F. Patrick, 50 F. Lycéen, 30 F. Pour la vraie gauche, 100 F. Une Irlandaise, 100 F. Evelynne, 200 F. Dominique Moret, 100 F. Crémoux Christiane, 20 F. Mas M. Christine, 10 F. Monique, 20 F. Une candidate, 200 F. Annie Le Cam, 150 F. Eric, 100 F. Jean-Michel et Agnès, 100 F. Joëlle, 60 F. Kader, 20 F. Nicole, 200 F. Gisèle, 30 F. Gilberte, 30 F. Pour aider les trotskystes PL, 100 F. Chantal, 100 F. Hervé, 10 F. Michel, 100 F. André, 100 F. Un ouvrier de la General Motors, 50 F. Un étudiant pour les travailleurs, 250 F. Gilbert, 500 F. Marie, 50 F. Didier 50 F. Mumu, 150 F. Framboise, 200 F. Jean. 200 F. A. Nonym, 200 F. Une copine, 100 F. Dubois Arnaud, 100 F. Jeantot Christian, 30 F. Minardi Claire, 50 F. Suzette, 200 F. Coluche, 50 F. Jean-Pierre, 50 F. Christiane G. 50 F. Jenei Monique, 200 F. Une sympathisante, 200 F. Etudiante, 70 F. Eva, institutrice, 100 F. Isabelle, 100 F. Soutien, 16 F. Andrée Couturier, 50 F. Mme Sébastien, 44 F. Delique Jean, 50 F. Nadine, 20 F. Sophie et Sylvie, 25 F. Soutien, 50 F. Sophie Lebars, 40 F. Chabeuge, 50 F. Une institutrice de Triel, 20 F. Daniel, 50 F. Un agriculteur, 100 F. Philippe Jean et Florence Goiset, 20 F. Amalia, 30 F. Philippe (18^e), 30 F. Gym. Club des Amiraux (18^e), 100 F. Dominique libraire (18^e), 100 F. Degorre Frengoco, (18^e), 30 F. Hamia, 100 F. Bernard, 150 F. Monique, 100 F. Daniel, 50 F. Fouch, 200 F. Sympathisant, 50 F. Un ouvrier, 25 F. Un ajusteur, 20 F. Michel, 25 F. Un copain, 10 F. Pecho, 5 F. Jean Yves, 15 F. Une dactylo, 20 F. Un sans patrie, 10 F. Ouvrier métal, 10 F. Un révolté, 100 F. Alain Jacques, 20 F. Un acheteur de LO, 30 F. La copine de l'acheteur, 30 F. Anny, 100 F. Philippe, élève infirmier St-Antoine, 20 F. Gloria, 30 F. Marinette, 50 F. Valérie, 20 F. Danièle et Jean, 100 F. Etudiant, 100 F. Corinne, 200 F. André, 70 F. Agnès, 40 F. Jean-Michel, 100 F. Soutien au futur parti, 30 F. Fred, 100 F. Pour la révolution, 200 F. Vive la révolution mondiale, 170 F. Dominique, 400 F. Citran, 50 F.



HOSPICES CIVILS DE LYON

Les travailleurs des DOM-TOM réclament leur dû

Il y a, dans les hôpitaux lyonnais, 1200 travailleurs originaires des Antilles et de La Réunion. Mardi 6 mai, ils ont tenu à faire parler d'eux en faisant grève et en manifestant. Ils doivent recommencer le vendredi 16 mai. Ils veulent obtenir qu'une loi les concernant soit appliquée.

En effet, alors que les hospitaliers originaires de la métropole et travaillant dans les départements d'outre-Mer bénéficient depuis 1953 d'un mois de vacances supplémentaire et d'un voyage gratuit tous les deux ans pour pouvoir rentrer en France, les hospitaliers originaires des DOM et travaillant en France, eux, n'y ont pas droit. Ils ont bien droit à un voyage gratuit, mais tous les trois ans et, pour pouvoir partir deux mois, ils doivent se priver de vacances une année, afin de cumuler leurs congés.

Cette injustice devrait normalement être en partie réparée, puisque le nouveau statut des hôpitaux prévoit que les travailleurs originaires des DOM auront droit à un voyage gratuit et deux mois de congé tous les trois ans. Seulement, pour que ces travailleurs puissent bénéficier des congés bonifiés dès les prochaines vacances, il faudrait que le décret d'application soit publié très rapidement. Mais le gouvernement n'a pas l'air pressé de le faire : il est plus rapide quand il s'agit de prendre des mesures défavorables aux travailleurs. Les nouveaux statuts des hôpitaux reviennent sur bien des avantages acquis par les hospitaliers et vont se traduire par une aggravation de leurs conditions de travail. L'article concernant les congés bonifiés des travail-



leurs des DOM est un des rares qui aille dans le sens d'une amélioration, ce qui explique sans doute le peu d'empressement du gouvernement à l'appliquer.

De plus, les hospitaliers des DOM aimeraient bien avoir quelques garanties avant l'application. En effet le texte prévoit que les congés bonifiés s'appliquent aux personnes ayant leur "résidence principale" dans les DOM... ce qui semble difficile quand on travaille en France ! Cette rédaction du texte pourrait bien servir un jour de prétexte pour retirer l'avantage des congés bonifiés à la plupart des hospitaliers antillais et réunionnais. Et puis il y a aussi une restriction inadmissible : seuls les chefs de famille masculins travaillant dans les hôpitaux ont le droit de faire bénéficier toute leur famille de ces congés. Les femmes hospitalières n'y ont droit que pour elles-mêmes, même si elles vivent séparées de leur mari, seules avec leurs enfants. Aussi étaient-elles nombreuses à venir manifester le 6

mai pour demander à être traitées à égalité avec les hommes.

A la manifestation, il y avait aussi quelques travailleurs des TOM, de Nouvelle-Calédonie entre autres, qui eux n'ont droit à rien du tout et aimeraient bien, eux aussi, pouvoir bénéficier au moins du voyage gratuit.

LA CRÉATION DU "COMITÉ DES TRAVAILLEURS DES DOM-TOM"

Pour obtenir ces changements et pour faire accélérer la parution du décret, ces travailleurs se sont organisés. A l'hôpital de la Croix-Rousse, ils ont créé un Comité des travailleurs des DOM-TOM. Puis ils sont allés contacter les Antillais et les Réunionnais des autres hôpitaux et ils ont créé un Comité sur l'ensemble des Hospices Civils de Lyon. Ce Comité a organisé des réunions dans tous les hôpitaux, qui

ont rassemblé jusqu'à 70 participants. Et c'est lui qui a décidé et organisé une journée de grève et de manifestation le 6 mai.

Les syndicats sont invités aux réunions du Comité. La CFDT y vient régulièrement et soutient le mouvement. FO y vient de temps en temps et son soutien se limite à ajouter sa signature sur les tracts. Quant à la CGT, elle refuse depuis le début de soutenir et essaie de dissuader les travailleurs des DOM-TOM de participer aux actions du Comité, et elle essaie d'organiser des réunions de son côté... avec bien peu de succès.

PRÉPARATION DE LA NOUVELLE JOURNÉE DU 16 MAI

Le 6 mai, de nombreux hospitaliers des DOM-TOM ont fait 24 heures de grève et près de 300 ont manifesté dans les rues de Lyon jusqu'à la préfecture, où ils avaient demandé à être reçus pour apporter une pétition signée par 900 travailleurs des DOM-TOM. Mais là, personne n'a voulu les recevoir, ce qui les a indignés. A l'Assemblée générale qui a suivi, ils ont décidé de refaire grève la semaine suivante, en essayant d'être encore plus nombreux. Le Comité a fixé la grève au vendredi 16 mai car ce jour-là, à la préfecture, on accepte enfin de les recevoir. De nouvelles réunions ont eu lieu dans les hôpitaux, et le Comité prépare activement cette nouvelle journée de grève. Les travailleurs des DOM-TOM ont bien l'intention de continuer à faire parler d'eux tant que le gouvernement n'aura pas cédé.

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

On prend le même et on recommence

Vendredi dernier, ce chef a pris tous les grévistes un par un : — avec un brin de jovialité ("Vous savez pourquoi je vous appelle ?")

— un soupçon de menace : ("Vos augmentations, vous y pensez ? La grève peut vous porter préjudice"...)

— une bonne dose de bêtise : ("Regardez le temps perdu... il faut penser à votre travail").

En comptant 10 mn par gréviste, plus le temps nécessaire pour commenter l'événement, il a considérablement ralenti notre travail. Tout le monde l'aura compris. Ce chef cachait bien son jeu : c'était un gréviste clandestin !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière B.N.P. Bergère Poissonnière.

Fins gourmets

"Samedi il faut que tu rentres !". "Je t'inscris pour des heures supplémentaires !". Dans certains secteurs, les chefs nous prennent pour des amoureux fous du boulot.

C'est exactement cela. Et, comme tous ceux qui aiment vraiment les bonnes choses, nous voulons les déguster lentement, par petites doses, en prenant tout notre temps, en faisant attention d'en garder pour le lendemain et les semaines qui suivent. Le travail, c'est comme le reste : faut pas en faire une indigestion.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière C.N.M. La Ciotat.

A.F.P.A. DE METZ

Débrayages

A l'AFPA de Metz, il y a une quinzaine de jours, les stagiaires ont organisé un mouvement pour protester contre les conditions d'hébergement et d'animation du foyer.

En effet, le foyer est dans un état déplorable : dans les sanitaires, la plomberie est entièrement à refaire, le plâtre tombe et les plafonds sont moisissés. Dans les couloirs, les poubelles collectives sont juste à l'entrée des chambres. Et ces dernières ne sont jamais désinfectées. Quand on sait que l'AFPA accueille sans cesse de nouveaux stagiaires !

Quant aux moyens d'animation, ils sont entièrement à la charge des stagiaires. Pour tous ceux qui restent à l'AFPA la semaine et le week-end, il n'y a pas de terrains pour se détendre (foot, tennis, etc.). Pour les deux cents internes, il n'y a qu'une télé, et c'est les stagiaires qui se la sont payée !

Alors, nous nous sommes

réunis. Nous avons décidé de faire circuler une pétition entre nous et de faire grève en bloquant le portail du centre le 16 avril. Ce matin-là, nous nous sommes levés de bonne heure. Mais, pour une fois, ce n'était pas pour le boulot.

Le portail est resté fermé et, au bout d'une demi-heure, le directeur du centre est arrivé, dans tous ses états. Il était prêt à discuter. Nous l'avons fait patienter une heure. Il pouvait attendre un peu. Nous, cela faisait depuis la dernière grève, il y a six mois, que nous attendions.

Finalement, nous avons demandé au directeur de venir s'engager devant les grévistes. Il a promis devant les stagiaires de tracer les terrains de foot et de faire le nécessaire pour faire nettoyer à fond le foyer.

Nous attendons les résultats...

Correspondant LO

FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DE SAINT-OUEN

Les résidents en colère

Le foyer de jeunes travailleurs de Saint-Ouen (160 résidents) a beau ne pas avoir de but lucratif, être résident veut dire acquitter 1390 F par mois pour une chambre de 12 m², douches et WC en commun, et petit déjeuner compris.

Dans ce foyer, le directeur veut jouer les directeurs de choc. Au mois de mars, il donne un préavis à une résidente pour qu'elle quitte sa chambre, la considérant "inadaptée à la vie du foyer". Nombreux sont ceux qui s'y opposent, une pétition circule... le directeur se rétracte.

Fin avril, le directeur convoque un résident pour lui dire qu'il est renvoyé du foyer. Le

motif : "Vous êtes licencié de votre entreprise ; vous avez été absent de votre travail tel et tel jour, donc je ne peux pas vous garder". Aussitôt, à une quinzaine, nous nous réunissons et décidons de nous adresser par tract aux autres résidents, puis nous exigeons du directeur sa réintégration.

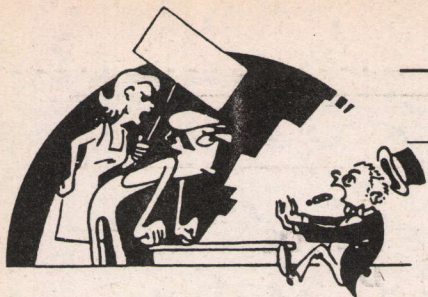
Le lendemain, il recule et le résident récupère sa clef.

Le même jour, un autre résident se voit signifier son départ. Placé au foyer par un organisme social, il est lâché par ce dernier, qui lui coupe les vivres. Le directeur entérine la décision et s'en lave les mains. Mais s'il a compté sur notre démobilisation, c'est

plutôt raté. Plusieurs soirs de suite, c'est à 15 puis 40 que nous nous réunissons, écrivons et diffusons plusieurs tracts, notamment au foyer d'accueil voisin et sur le marché de Saint-Ouen. Plusieurs d'entre nous prennent contact avec l'organisme social, pendant que d'autres montent dans le bureau du directeur. Certains organisent une collecte pour soutenir notre camarade.

Pour le moment, il n'est toujours pas réintégré, mais il a obtenu des garanties d'hébergement. Le directeur est tombé sur un os.

Correspondant LO



Mines de potasse d'Alsace

Accident à la mine

Le 30/04, un camarade d'une entreprise extérieure aux MDP (Mines de Potasse d'Alsace) qui travaillait au fond du puits Marie-Louise, à Staffelfelden, a été écrasé par près d'une tonne de tôles qui ont dégringolé d'une centaine de mètres au-dessus de lui. Ce camarade, après être resté 2 jours dans le coma, aura la figure défoncée, la mâchoire brisée et de multiples autres lésions.

Les MDP utilisent des entreprises extérieures pour certains travaux, ce qui leur évite d'embaucher. De plus, elles les mettent en concurrence et prennent la plus rentable, c'est-à-dire souvent l'entreprise qui travaille le plus vite possible et dans n'importe quelles conditions.

Ainsi le 30/04, le chef de l'entreprise extérieure, une demi-heure avant la fin de poste, avait dit aux ouvriers : "Si vous vous dépêchez, on sortira plus tôt !". Alors qu'une demi-heure, c'est juste le temps de remonter du puits et de prendre une douche. Du coup, les tôles qu'il fallait manipuler ont été attachées avec des liens qui n'étaient pas adaptés à un tel poids, et ça a été la dégringolade.

Pour prévenir d'autres accidents, l'entreprise extérieure n'a pas trouvé mieux que de menacer les ouvriers musulmans qui ne s'alimentaient pas pendant la journée. "Si vous faites le Ramadan, c'est la porte".

Correspondant LO

A Wittelsheim (Haut-Rhin)

Nouvelles technologies exploitation ancienne

La SNIG emploie dans l'Est de la France 210 personnes, dont 80 à Wittelsheim (Haut-Rhin). Actuellement elle fabrique des tuyaux en cupro-nickel (technologie de pointe!) destinés à récupérer de l'eau de mer pour en faire de l'eau distillée.

Mais si le système permettant de traiter l'eau de mer fait appel à la technologie de pointe, les conditions de travail, elles, sont dignes du 19^e siècle.

Les ouvriers soudent couchés dans des tuyaux qui font 70 ou 90 centimètres de diamètre. Il n'y a pas d'aspiration de fumée branchée sur les postes à souder. Deux groupes d'aspiration de fumée avaient été prêtés à l'entreprise, à l'essai, mais le patron a préféré

nos poumons en guise de filtre et il n'a pas acheté d'aspiration. Le cupro-nickel est toxique et cancérigène et, depuis que ce chantier est en route, les soudeurs tombent malades très souvent : fièvre, vertiges. Cinq soudeurs sur dix ont préféré quitter l'entreprise en l'espace de deux mois. Les autres y sont encore, car ils n'ont pas encore trouvé un autre travail. Ceux qui restent font 11 heures de travail par jour, pour remplacer les malades et les gars qui ont quitté.

Pour améliorer le sort des travailleurs, les nouvelles technologies ne valent rien. Vive les vieilles recettes : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie !

Correspondant LO

D'une entreprise à l'autre

Centre hospitalier régional Esquirol (Limoges)

"Si les cheminots démarrent il faut les suivre"

Dans chaque service il y a au moins quelqu'un qui parle des suppressions de postes, non seulement à l'hôpital... mais à la SNCF. Les 8.000 annoncés à la SNCF, ça leur a paru énorme. Deux hospitaliers étaient pour qu'il y ait une grève générale des fonctionnaires, l'un d'eux ajoutant toutefois : "Le gouverne-

ment et les patrons arriveraient encore à monter les gens du privé contre nous. Ça risquerait de castagner". A moins que ce soit une telle grève générale qui soit contagieuse et entraîne ceux du privé ! Beaucoup disaient aussi : "Si les cheminots démarrent, il faut les suivre". Cela parce qu'on a vu que les cheminots

avaient su se mettre spontanément en grève l'an dernier. Mais si les hospitaliers prenaient eux aussi le coup de sang, peut-être que des cheminots se diraient ensuite : "Si les hospitaliers démarrent..." Il faudra bien que ça commence quelque part, pour que les autres suivent.

SNCF (Orléans)

Remise en cause des acquis

Deux gros sujets de discussion : les départs "volontaires" et les modifications sur les facilités de circulation des agents de la SNCF sur le réseau.

Sur les départs volontaires, les gars veulent savoir ce qu'il y a dans le décret. Ceux de 50 ans et

plus veulent creuser ça, pour voir si c'est intéressant.

Sur les facilités de circulation (la direction a fait passer une note où elle envisage de n'accorder que 75 % de réduction, au lieu de 90 %, les jours "rouges"), beaucoup de cheminots disent que, si ça se confirme,

"il faudra faire quelque chose, car c'est la remise en cause des acquis". Avec toutes ces nouvelles depuis trois semaines, ça discute beaucoup de ce qui nous attend. Un roulant : "Il faut faire comme en novembre, à la base, sans attendre les syndicats".

BNP Bergère (Paris)

Drôle d'assurance

La BNP a publié une lettre publicitaire pour proposer une assurance en cas de perte d'emploi, mais seulement aux gens qui ont un prêt immobilier à la BNP : pour régler les remboursements !

Beaucoup d'employés ont des crédits immobiliers à des taux très bas. Tout le monde était scandalisé par leur culot : ils prévoient de nous licencier, mais ils s'assurent du remboursement des prêts...

Thomson (Bagneux)

Diminution d'effectifs

La direction a annoncé pour 1988 une diminution des effectifs sur l'ensemble de la division SDC, sur Bagneux, Meudon, Sartrouville, Toulouse. 10 %, entre les sous-traitants, les départs "volontaires", les non-remplacements.

Les gens attendent de voir les mesures.

Alsthom (Saint-Nazaire)

Chômage partiel et ponts travaillés

A l'Alsthom, il y a du chômage partiel étalé sur 15 jours, par roulement. Cela n'a pas empêché la direction de demander aux gars travaillant dans les Bords de venir les vendredis 1^{er} et 8 mai, "ponts payés". Beaucoup ont accepté. Par ailleurs,

c'est l'anarchie la plus totale au niveau des heures de travail. Les gars s'arrangent individuellement comme ils peuvent. Les syndicats laissent courir. Seule la CGT a distribué un tract sur la flexibilité, au ton pas très combattif...

Peugeot (Mulhouse)

L'affaire des 6 minutes

La direction veut imposer la même production avec 6 minutes de moins sur une chaîne. La CFDT a sorti un tract sur la carrosserie pour dénoncer cela. A l'atelier, les ouvriers se sentent volés. Ils accepteraient de maintenir la production à condition qu'on leur paie 6 minutes en plus ou de récupérer avec un

pont, plus tard. C'est tellement gros que même un chef d'atelier a trouvé que ce serait bien si c'était cumulé pour un pont. Beaucoup de chefs, eux aussi, se sentent volés. C'est dire !

Suppressions d'emplois, et surexploitation de ceux qui restent, voilà la politique patronale de l'heure.

General Motors (Strasbourg)

Pression du patron pour faire partir les immigrés

La direction multiplie les réunions, les convocations et les pressions de toute sorte sur les immigrés. Plusieurs gars, qui ne voulaient pas partir il y a un

mois, ont changé d'avis et sont décidés à prendre l'aide au retour. Mêmes pressions sur les pré-retraités.

Depuis le 1^{er} avril, la Sécurité sociale affranchit son courrier... à petite vitesse

Depuis le 1^{er} avril 1986 les caisses de Sécurité sociale affranchissent le courrier. Jusqu'à présent elles bénéficiaient de la franchise postale, ce qui ne signifie pas que c'était gratuit. La taxe postale était réglée sous forme de forfait national aux P et T par la Caisse nationale d'assurance maladie : 1644 millions de francs en 1984 et 1862 millions en 1985.

Pour des raisons d'économies, la CNAM (Caisse nationale) a décidé qu'à compter du 1^{er} avril 1986 le paiement serait

transféré du niveau national au niveau local.

Les caisses ont dû négocier localement avec les P et T pour obtenir des réductions, louer des machines à affranchir. C'est ce qui se fait depuis un mois.

Mais comme le but est de faire des économies, elles se font sur le dos des assurés sociaux. En effet les consignes données dans toutes les caisses sont d'affranchir les lettres à 1,80 F... sauf cas urgent. En réalité la petite vitesse est la

règle dans la plupart des caisses.

Ainsi, à la CRAMIF, les conséquences se font déjà sentir pour les assurés sociaux, en particulier pour ceux qui font appel au service social. Car non seulement le courrier est acheminé à petite vitesse, mais de plus il doit transiter par les machines à affranchir des centres de paiement, qui sont parfois situés à plusieurs kilomètres de la permanence sociale. Et, pour partir le jour même, les lettres doivent être déposées avant une heure fixe.

Les assurés qui recevaient jusqu'à présent le courrier le lendemain doivent attendre maintenant plusieurs jours, voire une semaine. Des assistantes sociales ont déjà dû effectuer des visites à domicile pour aller plus vite dans les cas urgents.

Jusqu'à présent, les consignes n'ont pas été données pour limiter le nombre d'envois. Mais le budget alloué par la tutelle pour payer l'affranchissement et la location des machines à affranchir est bien infé-

rieur à ce qui est nécessaire.

Les assurés sociaux, essentiellement des travailleurs, seront donc moins bien servis.

Par ailleurs, cette mesure précède-t-elle la suppression de la franchise postale pour les assurés sociaux ? Comme c'est également la Sécurité sociale qui en supporte les frais, en versant un forfait aux P et T, et que le projet est dans l'air depuis plusieurs années, il est à craindre qu'il ne soit remis sur le tapis.

Correspondant LO

Sélection télé

Samedi 17 mai

22 h 20. A2 — Les enfants du Rock proposent diverses séquences musicales et à 23 h 40 un concert consacré à Bob Marley.

Dimanche 18 mai

17 h 30. TF1 — Les animaux du Monde de Marlyse de La Grande présentent

Recherches ptérodactyles, une enquête sur ces oiseaux préhistoriques pesant quelque vingt kilos et volant comme des moineaux... ou presque !

20 h 30. TF1 — Aventures : Les mines du roi Salomon, film de Compton Bennett et Andrew Marton, avec Deborah Kerr et Stewart Granger. Une femme part à la recherche de son époux à travers l'Afrique.

22 h 00. A2 — Musiques au cœur. L'émission d'Eve Ruggieri est consacrée à Mozart. Avec la participation de quelques grands interprètes des œuvres du musicien.

22 h 45. FR3 — Cinéma de Minuit : Hommage à Otto Preminger avec Un si doux visage, dans lequel Jean Simmons incarne une jeune femme trop belle pour être honnête face à un Robert Mitchum, trop séduit pour ne pas perdre les pédales...



Lundi 19 mai

15 h 50. TF1 — Film sur les milieux de la boxe : Nous avons gagné ce soir, de Robert Wise, avec Robert Ryan en boxeur vieillissant dans un univers corrompu.

20 h 30. TF1 — Policier : Seuls sont les indomptés de David Miller, avec Kirk Douglas, Gena Rowlands. Rebelles et marginaux face à la police.

20 h 35. FR3 — Comédie : Tendre Poulet de Philippe de Broca avec des dialogues de Michel Audiard. Annie Girardot, femme-flic, face aux élan amoureux de Philippe Noiret, original professeur de grec...

22 h 10. FR3 — Le défi mondial, émission réalisée par Daniel Bertolino, entre autres, d'après le livre du même nom de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Troisième partie intitulée Le monde lié. A suivre pour ses documents et en particulier un reportage sur les méfaits des pesticides en Colombie.

22 h 45. A2 — Boîte aux Lettres de Jérôme Garcin propose un portrait de l'écrivain Jacques Lanzmann.

Mardi 20 mai

20 h 35. A2 — Soirée Cinéma-cinéma : L'arnaque, de George Roy Hill, avec Paul Newman, Robert Redford et tant d'autres. Un film réussi de bout en bout où l'humour a toujours le dernier mot aux dépens des vrais durs et des faux malins de la police.



20 h 35. A2 — Western : La route de l'Ouest, de Andrew V. McLaglen, avec Kirk Douglas, Robert Mitchum, Richard Widmark.

22 h 15. TF1 — Les enfants de la République, troisième émission d'une série de quatre réalisée par Hubert Knapp. Elle s'intitule Trois de Fourmies et raconte l'enfance et la vie d'une famille ouvrière de Fourmies, dans le Nord, au début de ce siècle.

Mercredi 21 mai

20 h 35. TF1 — L'ami Maupassant : La Petite Roque, réalisé par Claude Santelli, avec Bernard Fresson d'après un texte de Maupassant.



21 h 35. TF1 — Le Magazine Littéraire de Pierre Dumayet, s'intéresse à Roland Barthes et divers autres auteurs.

21 h 55. A2 — Le Dossier d'Alain Decaux : La Tragédie de Louis Renault. L'histoire, sur laquelle peut-être Alain Decaux souhaite-t-il attirer le spectateur, du fondateur des usines Renault qui fit fortune, continua ses affaires comme bien d'autres pendant l'Occupation allemande mais fut choisi comme bouc émissaire en quelque sorte par le gouvernement De Gaulle à la fin de la guerre : ses usines furent nationalisées et lui incarcéré...

Jeudi 22 mai

20 h 30. TF1 — Questions à domicile posées par des journalistes à Jean-Marie Le Pen dans sa villa de Saint-Cloud, petite babiole de l'héritage des Ciments Lambert.

20 h 35. A2 — Comédie : Don Camillo en Russie, de Luigi Comencini, avec Fernandel. L'originalité est que l'histoire se situe en Ukraine au moment de la destitution de Krouchtchev.



20 h 35. FR3 — Suite du téléfilm : Music-hall réalisé par Marcel Bluwal, en hommage à Simone Signoret.

22 h 20. A2 — Le Magazine propose plusieurs dossiers dont l'un sur les Médecins sans Frontières, l'autre sur les Tamouls du Sri-Lanka.

22 h 50. FR3 — Song. 25 minutes en compagnie de la danseuse Carolyn Carlson.

Vendredi 23 mai

21 h 35. A2 — Apostrophes Bernard Pivot rassemble divers écrivains qui ont pour trait commun qu'ils avaient vingt ans en mai 68. L'inévitable Bernard Tapie est aussi de la partie !

21 h 35. FR3 — Le magazine d'information Taxi présente des reportages sur Haïti, les Travaux d'Intérêt Général (TIG), le foot, passion et argent.

23 h 00. A2 — Ciné-Club : Cycle, aspects du cinéma soviétique. Un film de 1958 : Le lutteur et le clown, se déroulant dans le milieu du cirque.

Livres

"La vie quotidienne de la Mafia de 1950 à nos jours"

de Fabrizio Calvi

Dans son "avertissement", l'auteur précise qu'il voulait "éviter que l'exposé des scènes de la vie mafieuse ne soit qu'une longue succession de cadavres..." Il n'a pas exactement réussi, la majeure partie de son livre restant consacrée à l'énumération des crimes les plus sordides pratiqués par les hommes de main des gangsters de la Mafia. Mais il est vrai que cela tient une place importante dans "La vie quotidienne de la Mafia" sicilienne.

Finalement, le livre s'assimile à un roman policier particulièrement noir et violent, à cette différence près — mais elle est de taille — qu'ici, il ne s'agit plus de fiction mais de réalité. Le livre n'apprend donc pas de choses nouvelles sur cette organisation du crime, pas plus que sur ses membres, reconvertis il y a une dizaine d'années dans le trafic de drogue à grande

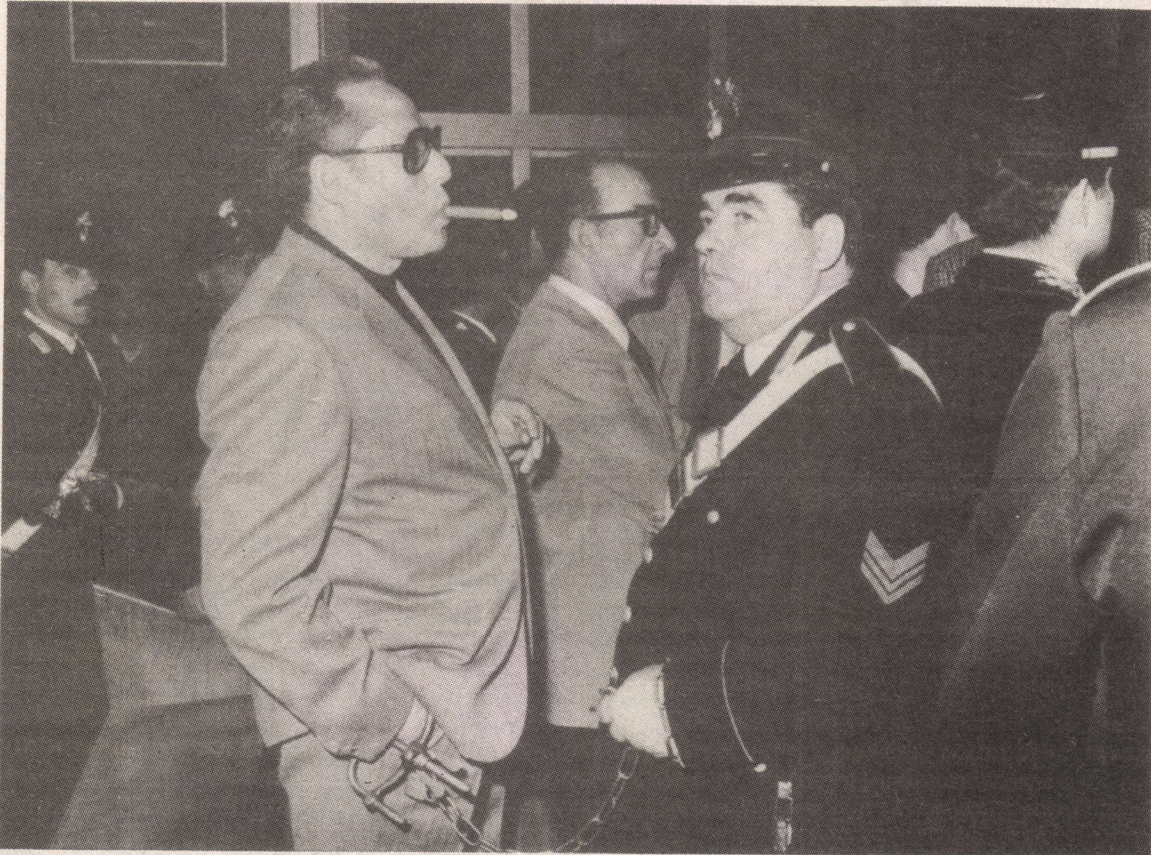
échelle après avoir édifié des fortunes colossales dans la promotion immobilière véreuse à Palerme ou ailleurs. Le plus édifiant — mais cela aussi est déjà notoire — est la façon dont les mafieux sont le plus souvent parfaitement connus de la police et de la justice qui, lorsqu'elles ne ferment pas délibérément les yeux sur leurs méfaits, ne peuvent rien prouver contre eux, du moins contre les plus haut placés qui bénéficient de toutes les complicités. Même les dernières rafles (réalisées après que le livre a été écrit — il s'arrête fin 1985) dans les milieux de la Mafia ont permis d'envoyer au banc des accusés beaucoup de menu fretin — assassins de la pire espèce quand même pour la plupart — mais peu de gros poissons.

De ces gros poissons, cette "vie quotidienne" retrace quelques

rapides biographies anecdotiques. Mais les liens réels qu'ils entretiennent avec l'appareil d'Etat, la police, la justice, avec la bourgeoisie italienne et certains milieux politiques de droite et d'extrême-droite surtout, sont, eux, seulement effleurés. Et pourtant, si la société et l'Etat italiens donnent une image grossie jusqu'à la caricature de la fragilité de la frontière entre un bourgeois et un mafioso de haute volée, la réalité qu'illustre ce livre est que, derrière des apparences de respectabilité, le capitalisme secrète en permanence en son sein la pire corruption et la pire racaille.

L.P.

La vie quotidienne de la Mafia de 1950 à nos jours, par Fabrizio Calvi. Préface de Leonardo Sciascia. Ed. Hachette - 89 F.



Théâtre

"Ben-Donald"

Par la troupe Ibn Khaldoun au Forum des Halles

Après Mohammed Travolta, Ben Donald, la nouvelle création de la troupe Ibn Khaldoun qui passe actuellement au Forum des Halles est une pièce sympathique.

On est en présence d'une bande d'amis de toutes nationalités qui nous montrent un large éventail de talents, une grande générosité, qui parviennent à nous faire sentir avec une bonne dose d'humour les problèmes de l'immigration. On ne voit pas le temps passer en leur compagnie...

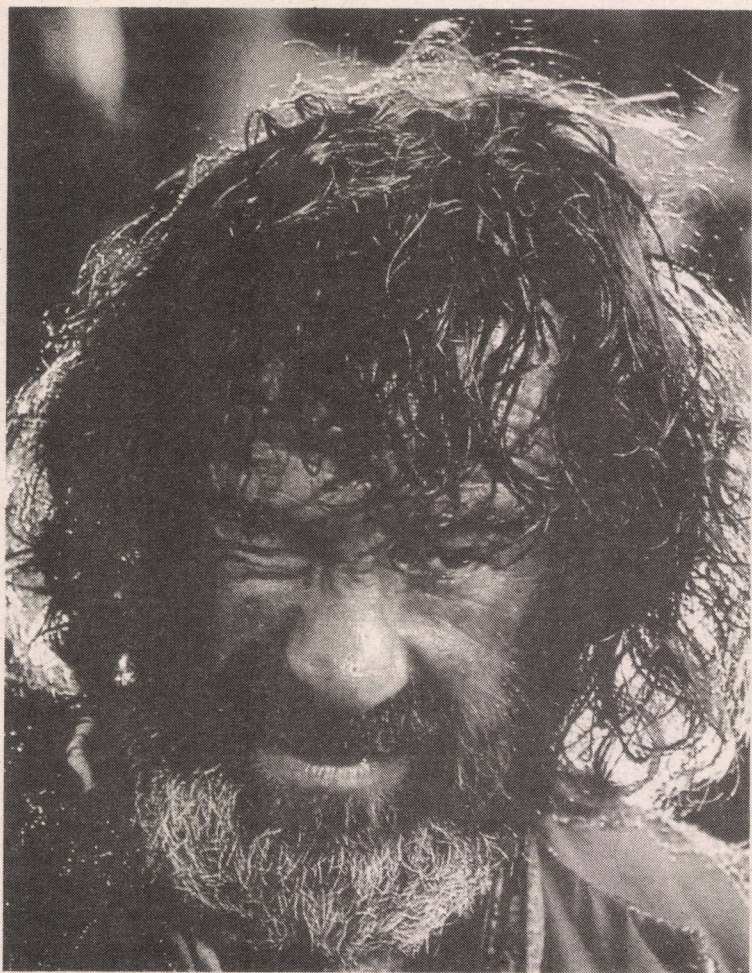
□ Jusqu'au 18 mai à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Lundi relâche. Prix 65 F. Tarifs spéciaux chômeurs et étudiants.



TOUTES VOILES DEHORS

"Pirates"

de Roman Polanski



Une voile lointaine. C'est un radeau sur lequel apparaissent deux silhouettes écrasées de soleil et de faim cependant qu'un requin joue de l'aileron tout près dans une mer trop calme, trop bleue... On pourrait croire que c'est la fin, et pourtant non. Le Capitaine Red n'est pas mort et il songe même non sans une certaine tendresse à son jeune Français de mousse, pendant que celui-ci s'essaie vainement à prendre quelque poisson. C'est que La Grenouille, ainsi l'a-t-il surnommé, est encore gras et ferait encore bien un repas.

Et alors... et alors... Une voile est arrivée, elle se profile à l'horizon. C'est un galion qui revient lourdement chargé vers

l'Espagne. Il porte dans ses flancs un trône d'or aztèque. On est à la fin du 17^e siècle, la période des épopées de corsaires. Sur ce thème traditionnel des aventures des écumeurs de mers, Polanski a brodé un pastiche luxueux de deux heures.

Capitaine Red, pirate chevronné et haut en couleurs, nanti de l'inévitable jambe de bois, a plus d'un tour dans son sac. Avec l'aide de son mousse, il prend d'assaut le galion, y propage la subversion face aux pillards cyniques et tout-puissants ou presque qui commandent le navire, afin de mettre la main sur le magot...

Cela nous vaut de grandes batailles au sabre d'abordage, et des prouesses merveilleuses qui laissent cependant le temps



au jeune mousse de s'amouracher d'une jeune, ravissante et candide aristocrate espagnole rencontrée sur le galion. Polanski brode au gré de sa fantaisie, et non sans une certaine férocité, deux heures d'aventures et d'humour.

On en prend plein la vue des images de mers et d'îles lointaines, plein la tête du fracas des batailles. Les plus féroces, les plus salauds ne sont jamais ceux qu'on pense mais les héros se tirent de tous les mauvais pas et la douce jeune fille n'est jamais violée. On s'attend à tout, mais on est quand même surpris par la rapidité des retournements de situations, emportés par le rythme.

Du grand spectacle.

Cécile Bernier

sélection
avancée

dans les salles parisiennes

L'HISTOIRE OFFICIELLE de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Latina 4^e (VO). 14 Juillet Parnasse 6^e (VO).

BRAZIL de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de 1984, un film délirant et percutant.

Publicis Matignon 8^e (VO). Sept Parnassiens 14^e (VO).



L'histoire officielle.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE

de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5^e (VO).

MACARONI d'Ettore Scola

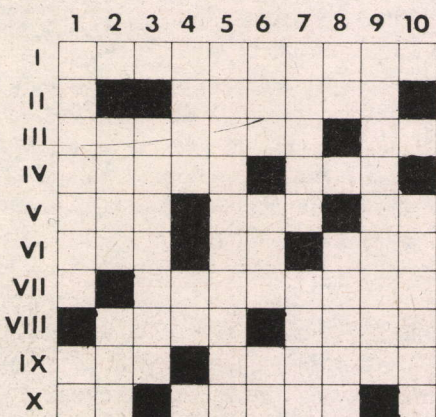
Du businessman américain arrivé ou de l'obscur employé italien pourvu d'une famille nombreuse mais solidaire, le plus raté n'est pas celui qu'on pense. Avec Jack Lemmon et Marcello Mastroianni.

Studio de la Harpe 5^e (VO). Trois Luxembourg 6^e (VO). Marbeuf 8^e (VO). Gaumont Parnasse 14^e (VO).



La rose pourpre du Caire.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Savent reconnaître un tas de ferraille. II. Vraiment une pomme! III. Peut l'être à pleurer - Clé. IV. Manque de douceur - Drôle de mec en verlan. V. Un adepte inconditionnel - On y roule - Terminaison. VI. Un début d'énergie - Initiales de pays - Serré. VII. Ne sont pas marmonnées. VIII. Un sur deux - Dans la mer. IX. Pas noble - Peut le faire avec des billets. X. Vieilles habitudes - Pas timides.

VERTICALEMENT

1. Animaux africains - Pas forcément regardé. 2. Personnage important en Iran - Pour reconnaître une vache. 3. Pays d'Afrique. 4. Ne pas faiblir - Au cœur de la nuit. 5. Te rempliras la panse. 6. Affluent du Rhin - Un roi de tragédie - Seconde d'une série. 7. Feu le confrère français du FBI - Monnaie transalpine. 8. Possessif - Toujours célèbre par son temple. 9. Passées en revue systématiquement. 10. Lénine en Trotsky par exemple.

SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	C	L	O	C	H	E	T	T
II	A	I	G	U	I	S	E	N
III	R	A	R	I	S	S	I	M
IV	R	I	E	S	A	N	I	E
V	E	S	S	E	N	T	E	
VI	L	O	G	E	G	E	N	S
VII	E	N	E	R	V	E	S	A
VIII	U	N	R	I	E	N	U	
IX	R	E	N	E	S	O	I	L

LE THÉ AU HAREM D'ARCHI-MÈDE

de Medhi Charef

Deux jeunes "durs" dans une banlieue de Paris, l'un français, l'autre immigré, encore plus tendres que le monde qui les entoure.

Ciné Beaubourg 3^e.

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI

de Woody Allen

Comédie acide et pétillante sur le thème : oh! comme il est difficile d'être gangster...

Forum Orient Express 1^{er} (VO). Reflet Logos 5^e (VO). Reflet Balzac 8^e (VO). Trois Parnassiens 14^e (VO).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN

de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Saint-Germain Huchette 5^e. George V 8^e, Montparnasse 14^e.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE

de Hector Babenco

Film brésilien. La rencontre entre un militant politique et un homosexuel dans une prison de la dictature.

Forum Orient Express 1^{er} (VO). Gaumont Opéra 2^e. Studio Cujas 5^e (VO).

LA MANIPULATION DE L'OPINION

Le gouvernement vient de prendre la décision de créer une "cellule d'information interministérielle" qui sera entre autres chargée de tenir la presse au courant de tout ce qui concerne les dangers nucléaires.

Bien. Et d'où cette fameuse cellule tirera-t-elle ses informations? Mais du Service central de protection de l'environnement dirigé par le professeur Pellerin! De ce service qui s'est tu pendant dix jours sur l'augmentation de la radioactivité enregistrée dans l'atmosphère il y a 15 jours. On est bien avancés!

Ah oui, pour le nucléaire soviétique, on veut bien en parler; on s'est empressé de dénoncer, ou même peut-être d'amplifier quelque peu les dangers que l'accident de Tchernobyl faisait courir à l'Europe occidentale.

Les partenaires européens du Marché commun ont eu vite fait de tomber

d'accord aussi sur le fait que les produits agricoles en provenance des pays de l'Est devraient être trop contaminés pour être consommables.

Mais dès qu'il s'est agi de leurs propres produits agricoles à eux, chacun des partenaires européens s'empressait évidemment de minimiser l'importance des retombées atomiques et des dangers de pollution de ses produits.

Pour savoir la vérité quand le commerce fait la loi, c'est une autre paire de manches.

Les épinards alsaciens risquent-ils ou non de nous intoxiquer? C'est difficile à dire. Mais ce qui est sûr, c'est que question intoxication il y a un domaine, celui de la propagande antirusse, où on a été servi ces deux dernières semaines.

GRAVELINES (NORD)

Le nucléaire français, ce n'est en tout cas pas la sécurité pour ceux qui y travaillent

QUI VIVRA VERRA?

Les travaux de nettoyage de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord) ne sont pas effectués par EDF, mais par des entreprises sous-traitantes. La quantité de radio-activité à laquelle ces travailleurs sont soumis est vérifiée chaque jour. Elle est inscrite dans un carnet individuel. Un total mensuel, puis un total annuel sont établis. S'il s'avère que le total de l'année en cours dépasse les 5 rems, l'ouvrier ne peut plus travailler en zone radio-active jusqu'à la fin de l'année. Il en est de même s'il revient de maladie.

Ceci dit, bien des travailleurs peuvent prendre 400, 500 millirems en un mois, et parfois plus,

s'ils participent tous les jours au nettoyage d'un réacteur ou d'une piscine de décontamination.

Quelle est l'incidence à long terme de cette radio-activité sur l'organisme? Avec l'EDF, c'est plus que jamais "qui vivra verra".

UN INCIDENT PARMIS D'AUTRES

Périodiquement, un des six réacteurs de la centrale est arrêté pour être nettoyé et les barres d'uranium changées. Mais avant d'être retraitées à La Hague, ces barres passent six mois sous vingt mètres dans une piscine de décontamination, située au-dessus du réacteur. L'eau de cette piscine

est, à la fin de chaque période de décontamination, stockée sur place pour resservir lors de l'arrêt suivant.

L'an passé, une vanne du système de stockage s'est rompue, toute la piscine en a été aspergée et de l'eau radio-active s'est même répandue jusqu'au parking. Il a fallu laver la piscine au gamma B, mais aussi enlever le bitume et la terre du parking qui avaient été contaminés. Pourquoi un tel accident s'est-il produit? Quelle garantie a-t-on qu'il ne se renouvellera pas? La direction de la centrale s'est bien gardée de donner explications et garanties au personnel de nettoyage.

Correspondant LO

Manifestation contre l'implantation d'une centrale électronucléaire à Plouezec (Côtes-du-Nord)

Samedi 10 mai, entre 1500 et 2000 personnes ont manifesté dans les rues de Plouezec pour protester contre l'implantation (éventuelle) d'une centrale électronucléaire. C'est la deuxième manifestation de ce genre en l'espace d'un mois, la première ayant rassemblé 600 personnes. En effet, Plouezec, petite commune des Côtes-du-Nord, près de Paimpol, a été retenue comme site éventuel pour la construction d'une centrale.

Dès l'annonce, au mois de mars 1986, que Plouezec faisait partie des sites retenus par EDF, une partie de la population locale s'est mobilisée et a créé des CLIMA (Comité local d'information et de mobilisation antinucléaire), d'abord à Plouezec, puis dans les communes environnantes.

Aujourd'hui, il existe une vingtaine de CLIMA. Et ce sont ces CLIMA qui appelaient samedi à manifester.

Le maire et les élus locaux ont été invités par EDF à visiter la centrale de Flamanville, dans la Manche. Mais si cette visite, et les autres qui vont suivre, à la demande de la Chambre de commerce et d'industrie, ont pour but de rassurer la population contre les risques encourus, pour l'instant cela ne satisfait pas une partie d'entre elle. Et l'inquiétude demeure pour une partie des pêcheurs et des agriculteurs de la région. Un représentant du Syndicat des Paysans Travailleurs rappelait justement qu'à la suite de l'accident de la centrale de Tchernobyl, il était demandé aux chauffeurs transportant des choux-fleurs vers la RFA

et la Hollande un certificat de non radio-activité de leur chargement. Alors, raison de plus pour refuser la construction d'une centrale à Plouezec.

Alors, après avoir fait sonner "le tocsin" et remis symboliquement des genêts fleuris sur les marches de la mairie, les manifestants se sont donné de nouveau rendez-vous pour une nouvelle manifestation antinucléaire pour le dimanche 18 mai.

A Plogoff le gouvernement et EDF avaient bien dû remballer leur projet de construction de centrale : à Plouezec ceux qui étaient rassemblés samedi 10 mai y comptent bien aussi.

Correspondant LO

INTOXICATION ET INTOX

Le 1^{er} mai dernier, la météo ne nous avait donc pas tout dit. On nous avait annoncé un temps beau, sec, plutôt chaud, en oubliant d'ajouter "et légèrement plus radio-actif que d'habitude", même si c'était sans danger.

Cette précision, nous n'y avons eu droit que dix jours plus tard, samedi dernier, au journal de TF1. Pourquoi n'avoir rien dit le 1^{er} mai? Parce que c'était sans danger, a dit l'expert officiel, le professeur Pellerin, et parce que ça aurait été trop compliqué à expliquer...

Trop compliqué, vraiment? Les autorités scandinaves, elles qui ont appris la catastrophe de Tchernobyl au monde entier, ont tout de suite informé leurs populations des taux de radio-activité supérieurs à la normale, des mesures éventuelles à prendre. Il n'y a eu aucun affolement, aucune panique.

En France, on nous a menti, au moins par omission. En fait, on nous a menti tout court. Car, pour la contre-information, nous avons été servis, détails techniques, schémas et cartes à l'appui : et que ce fameux "nuage" radio-actif venu de Tchernobyl n'atteindrait pas la France, protégée par son "anti-cyclone"... Et que nos centrales françaises étaient bien plus fiables que les russes; et que la technologie occidentale était plus sûre; et que, et que...

Ce n'est pas parce que nous ne serions pas "capables de comprendre" qu'on ne nous a rien dit. Ce n'était pas "pour notre bien". Car si en URSS on prend les gens pour des enfants, ici on les prend pour des imbéciles!

Ici, ce n'est pas la dictature comme en URSS, il y a la liberté de circulation de l'information, on nous l'a assez dit. Mais ce qu'on a vu circuler ces dernières semaines, c'est d'abord la contre-information, l'intox et l'exagération dans un seul sens.

De source américaine, on nous a d'abord dit qu'il y avait 2000 morts à Tchernobyl, puis un deuxième réacteur nucléaire en fusion... Ça a été démenti ensuite. Au sommet des Grands de l'Occident, à Tokyo, la semaine dernière, tous les chefs d'Etat se sont mis d'accord pour condamner l'attitude des Russes. Mais au même moment on apprenait qu'il y a seulement un mois et demi, un grave accident nucléaire avait eu lieu près de Londres, avec fuite de gaz radio-actifs. On ne l'a appris qu'après l'accident de Tchernobyl! Aux USA, des milliers d'incidents dans les centrales sont aussi tenus secrets, comme en France, ne serait-ce que parce que la plupart du temps, tout comme en URSS, ces centrales sont reliées à la recherche militaire. Et c'est la raison d'Etat, la sale raison d'Etat qui prime.

Oui, ici aussi, l'information est filtrée, truquée, manipulée : à propos de Tchernobyl, les seules informations qui aient vraiment circulé, sont celles qui permettaient d'incriminer l'URSS, de blanchir les autorités occidentales et de continuer une campagne politique antirusse.

Les dirigeants occidentaux ont intoxiqué l'opinion d'une façon plus cynique encore pour mener la campagne anti-Kadhafi qui leur a permis de justifier le raid américain sur Tripoli.

Alors, le plus inquiétant, ce n'est même pas l'accident nucléaire lui-même, même s'il est grave. Ce qui doit nous inquiéter, ce qui doit nous rendre vigilants, c'est que ceux qui gouvernent manipulent l'opinion exactement de la même façon qu'ils viennent de le faire à propos de la sécurité nucléaire, quand ils veulent justifier une aventure militaire.

S'ils mentent pour le nucléaire, ils mentent pour le reste. Et c'est comme cela qu'on arrive à entraîner des peuples entiers dans de sales guerres, et qui sait, un jour, dans la guerre nucléaire elle-même!

Aujourd'hui, on nous prend pour des enfants ou des imbéciles. Demain, on nous prendra comme petits soldats.

Alors, défiance avant toute chose.

Les travailleurs ne garderont leur liberté d'initiative qu'à cette condition-là.

Editorial des bulletins d'entreprises
du lundi 12 mai 1986